

monde

hebdo

# Libertaire

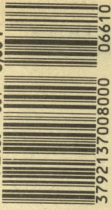
FORMATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.



JEUDI 30 AVRIL 1987 8,00 F

T 2137 - 661 - 8,00 F



**GALA DE SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE (89,4)  
A PARIS, AVEC JEAN GUIDONI ET FRANCE LEA  
VENDREDI 1<sup>er</sup> MAI, 20 H 30, AU T.L.P.-DEJAZET**

# 1<sup>er</sup> MAI

1987

POUVOIR D'ACHAT

SANTÉ-CHÔMAGE

SOCIAL

ÉDUCATION

LOGEMENT

# DEFENDONS NOUS

**LES PATRONS NOUS ÉCRASENT  
LES POLITICIENS NOUS  
TROMPENT**

# GESTION DIRECTE

F°P. 2520

communiqués éditions

PARIS
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire.

BOURGOIN-JALLIEU
Le Collectif anarchiste et le groupe F.A. de Bourgoin organisent le vendredi 1er mai, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, un concert avec Fabienne Elkoubi (entrée 50 F).

RAMBOUILLET
Le groupe Georges-Brassens de Rambouillet assure une émission sur R.V.E. (91.5 MHz) de 19 h à 20 h. Il est possible de prendre contact avec le groupe sur le marché de Rambouillet, face au passage fleuri, le samedi matin de 10 h 30 à 11 h 30.

GARD
Le groupe libertaire du Gard convie tous ses militants et sympathisants à assister à la manifestation antinucléaire organisée le mercredi 29 avril, à 18 h, place de l'Horloge à Nîmes.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent une « Semaine du cinéma libertaire », du mercredi 29 avril au mercredi 6 mai, au cinéma « Utopia », à Toulon.

PREMIER MAI A BORDEAUX
Les groupes et individus de Bordeaux appellent l'ensemble de leurs sympathisants à se joindre au cortège de la Fédération anarchiste lors de la manifestation du Premier Mai.

SEVRAN-BONDY
Le groupe Sevrans-Bondy organise une réunion-débat sur le thème du fédéralisme proudhonien vendredi 15 mai, à 20 h 30, au centre A.L.F.A., 3, allée des Pensées, 93140 Bondy.

PARIS
Le groupe Louise-Michel organise le 15 mai, dans son local au 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), une conférence animée par Jacky Toublet sur le sujet « La fin d'une certaine classe ouvrière ».

Permanence du secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République) Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Abonnez vous ! LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

Table with columns: TARIF, France, Sous pli fermé, Etranger. Rows: 3 mois, 6 mois, 1 an.

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France). Nom, Rue, Prénom, N°, Code postal, Ville, Pays.

Règlement à joindre au bulletin Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

AFFICHE Affiche « Appel à témoins » éditée par le groupe du XV°. Dimensions : 318 x 450. Prix de vente : 0,60 F l'unité au-dessus de 50 exemplaires.



ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »

liste des groupes f.a.

PROVINCE GROUPE
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Girone : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tam-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

RÉGION PARISIENNE GROUPE
Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1°, 5°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18°, 19°, 20°. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE » ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

sommaire PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Social : Action sociale, pas question de pause, Editorial, Communiqué — PAGE 4, Luttes : Internes en médecine, Renault, Beur et argent du beur — PAGE 5, Social : La C.G.T. de 68 à 87, Libération sociale dans la libération nationale — PAGE 6, Société : Pub politique, Radio libre en danger de mort, Nouvelles du front — PAGE 7, Dans le monde : Feuilles corporelles dans les prisons irlandaises, Argentine : un pas en avant... — PAGE 8, Dans le monde : Rencontre libertaire de Francfort, Nicaragua — PAGE 9, Informations internationales : Le mouvement syndical chilien, Italie, Pologne — PAGE 10, Expressions : La scène rock radicale — PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Spectacle, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Expressions : Serge Livrozet, de la prison à l'écriture.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE AISNE
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.

ARDECHE
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

BOUCHE-DU-RHONE
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

CHARENTE-MARITIME
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

COTE-D'OR
Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffie, 61, rue Jeannin, Dijon.

COTES-DU-NORD
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

DOUBS
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

FINISTERE
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

HAUTE-GARONNE
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

GIRONDE
Groupe « Durruti » et « Pépín-Cadavre » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

HERAULT
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

ILLE-ET-VILAINE
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

INDRE-ET-LOIRE
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

LOIRE
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T./L.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

LOIR-ET-CHER
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).

LOIRE-ATLANTIQUE
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.

MAINE-ET-LOIRE
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

MANCHE
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

NORD
Groupe « Benoît-Broutchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 21 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille.

Humeurs noires de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselle, 59000 Lille (M° République). Adresse postale : groupe F.A., c/o Bernard Lebeaup, B.P. 79, 59370 Mons-en-Baroeul.

PYRENEES-ORIENTALES
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

SEINE-MARITIME
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleury.

ROUEN
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.

SOMME
Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».

VAR
Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

VENDEE
Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3e vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.

Vienne
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1er et 3e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

# PREMIER MAI Action sociale... Pas question de pause !

**L'**AN dernier, le Premier Mai se déroulait sous le signe du centenaire de cette journée de luttes et de revendications du mouvement ouvrier. Cette année marque aussi le centenaire d'un autre événement, l'ouverture de la Bourse du Travail de Paris. Ces locaux, octroyés par la muni-

remplaçant le Nicaragua dans le domaine de la solidarité internationale. Quant à la F.E.N., il y a bien longtemps qu'elle a renoncé à se montrer en quoi que ce soit.

On ne peut pourtant pas s'empêcher de se faire l'écho des remarques de bon sens que peut faire tout un chacun : mais

constitue aujourd'hui une donnée incontournable de la réalité syndicale française à partir de laquelle les anarcho-syndicalistes ne peuvent faire autrement que développer la notion d'unité d'action pour la défense des intérêts des travailleurs, intérêts dont nos marchands de désunion n'ont visiblement que faire.

## Après l'hiver... on se calme !

Pourtant les trois confédérations se sont récemment trouvées réunies sur un terrain où elles ne croyaient pas se retrouver : le débordement d'un mouvement revendicatif, dans un secteur à forte syndicalisation pourtant, mettant en avant les notions d'unité des travailleurs à la base par-delà les appartenances syndicales ou non et les divergences d'opinion.

On aurait pu croire que ce réveil social allait interroger nos bureaucrates endormis et qu'ils allaient s'inquiéter de ce décalage impressionnant entre les aspirations de la base et les préoccupations des appareils censés en être les intermédiaires permanents. Et bien non ! Chacun a trouvé de bonnes raisons de se féliciter de son attitude et de vilipender encore les autres. La C.G.T. n'a voulu voir que la confirmation d'un regain de combativité des salariés qu'elle appelait de ses vœux depuis longtemps, oubliant au passage les aspirations à la conduite démocratique du mouvement par la base ; F.O. y a vu la confirmation que décidément on courait à la catastrophe si le gouvernement ne se décidait pas à donner du « grain à moudre » dans les négociations et qu'elle avait bien raison de crier casse-cou, alors que les raisons de ces mouvements sociaux dépassaient largement ce qui est négociable en-dehors de toute action de lutte. Quant à la C.F.D.T., obnubilée par les infiltrations trotskistes ou anarchistes, elle a fait semblant de n'assister qu'à un épiphénomène ne dérangeant pas trop son discours désormais classique sur les nouvelles solidarités ; ce n'est pas quand on a rangé l'autogestion au magasin des accessoires qu'on peut s'enthousiasmer pour un phénomène d'auto-organisation des travailleurs.

Dans tous les secteurs de la fonction publique notamment, qui s'agitèrent plus ou moins en début d'année, on pouvait se demander si toute cette situation, sur fond de négociations salariales, n'allait pas déboucher sur un nouveau mouvement revendicatif de grande ampleur. Il n'en fut rien et le gouvernement a su éviter les provocations (du style ne pas appliquer les propositions gouvernementales sans avoir obtenu la signature d'au moins un syndicat, comme ce fut envisagé un certain temps) qui auraient pu mettre le feu aux poudres.

Le moins que l'on puisse dire est que les syndicats n'ont vraiment rien fait pour attiser la flamme qui couvait...

## De journées d'action en temps forts

Le front commun constitué, lors des négociations salariales, par les six fédérations de fonctionnaires (C.F.D.T., C.F.T.C., F.E.N., F.O., C.G.C., F.G.A.F.), c'est-à-dire toutes sauf la C.G.T., n'a pas volé en éclats au lendemain de la

non-signature de l'accord salarial.

Aujourd'hui, ils vont même jusqu'à programmer une semaine d'action du 11 au 15 mai avec un « temps fort » le 14 mai. Le drame pour l'instant, c'est qu'on ne sait pas très bien en quoi cette semaine d'action va pouvoir se faire remarquer. Quand on constate que ces organisations préconisent de tenir des heures mensuelles d'information et de signer des pétitions lors du « temps fort » du 14 mai, on est en droit de se demander ce qu'elles entendent faire des « temps faibles » le reste de la semaine !

Là-dessus, la C.G.T. réédite sa manœuvre de l'an dernier, en appelant à la grève le 14 mai, ce qui présente à la fois l'avantage de ne pas trop apparaître comme briseuse d'unité et de ne pas trop paraître « coller au train » des réformistes en donnant à son appel du 14 mai un caractère interprofessionnel et un contenu revendicatif plus étendu, qui ne se contente pas de parler des salaires et de la protection sociale.

Rien ne permet de penser qu'une grève de 24 heures, même la plus unitaire possible, serait un succès. D'abord parce que cette unité n'est que de façade et que tout le monde se rend parfaitement compte que la base des différents syndicats ira à la bataille chacune de son côté. Ensuite parce que l'aspiration des travailleurs, comme le montrent les mouvements de grève de l'hiver passé, ne se traduit pas à travers des grèves de 24 heures dont ils sont persuadés de l'inefficacité.

Alors laissons passer cette journée-bidon, et attendons la suite... Préparons-nous à agir différemment et avec plus de détermination. Il faut savoir tirer la leçon des événements passés ! Et si par hasard cette journée du 14 mai devait révéler la possibilité de servir de tremplin vers des luttes de plus grande ampleur, il nous appartient de saisir cette occasion.

LEGRAND



cipalité — pas de bon cœur, certes, et avec des arrière-pensées de domestication des syndicats — allaient donner aux organisations syndicales un nouvel élan. Refusant de concevoir cette concession financière des pouvoirs publics autrement que comme un dû sans aucune contrepartie, les constructeurs de la Fédération des Bourses du Travail allaient ouvrir une époque d'agitation sociale particulièrement fertile. Il n'est jamais inutile de rappeler que les anarchistes jouèrent dans ces événements un rôle de premier plan.

## La désunion au premier plan

Mais revenons au Premier Mai. C'est devenu un lieu commun que de regretter la désunion des organisations syndicales qui a conduit, depuis plusieurs années, à une diminution importante de la participation à ces défilés traditionnels. La C.G.T. et F.O. manifestent chacune de leur côté, tandis que la C.F.D.T. cherche désespérément de nouveaux moyens de célébration à la hauteur de ses capacités militantes. Après la péniche de l'an dernier, nous devons cette année nous contenter d'un meeting à la Bourse du Travail sur le thème de la protection sociale et de la solidarité.

La C.G.T. tentera bien sûr de capitaliser un peu plus le courant de sympathie qu'elle sent renaître en sa faveur depuis sa réussite du 22 mars (et malgré l'échec total de sa journée de grève dans la fonction publique le 15 avril), en appelant à manifester sur la base de son catalogue de revendications allant de la Sécurité sociale aux salaires, en passant par les libertés syndicales et la solidarité internationale sélective. Force ouvrière ne manifester pas sur des thèmes très différents, la Pologne

puisqu'ils veulent tous sauver la Sécurité sociale, augmenter les salaires, réduire le temps de travail... pourquoi ne le font-ils pas ensemble ?

La vérité est que chacune des trois grandes confédérations ouvrières cherche avant tout à se présenter comme la meilleure d'entre toutes, passant souvent plus de temps à dénigrer les autres qu'à critiquer le patronat et l'Etat. Mais cette attitude de refus de l'unité d'action n'a pas pour seule raison le souci de présenter la meilleure image possible de sa



« boutique », elle trouve son origine dans les prolongements politiques que se donnent ces organisations, que ce soit en faisant le choix d'un partenaire politique privilégié ou en faisant des choix de société qui induisent de vouer aux gémonies les autres syndicats.

Tous ont en commun de chercher à mettre en valeur ce qui les divise plutôt que ce qui les rapproche. Mais il ne servirait à rien de s'attrister de cet état de fait. Il

## Communiqué

La Fédération anarchiste appelle l'ensemble de ses sympathisants et militants à manifester le Premier Mai à la Bastille, à 10 heures.

Cette année encore, cette journée internationale sera pour nous, anarchistes, l'occasion de manifester notre solidarité avec les travailleurs de tous les pays.

Les récents mouvements sociaux nous permettent de réaffirmer ce 1<sup>er</sup> mai 1987 notre combat contre l'Etat et le capitalisme, pour la gestion directe.

Fédération anarchiste



## Editorial

**D**E la poussée de fièvre des étudiants et des lycéens en décembre dernier aux différents mouvements sociaux qui la suivirent à la S.N.C.F. et à l'E.D.F., tout semble indiquer clairement que de larges couches de travailleurs ont en main toutes les potentialités requises pour faire trembler le système social actuel. Trembler jusqu'à l'abattre, peut-on même dire. Ces mouvements sont porteurs d'espoirs. Notre société ne devant son fonctionnement qu'à la misère, à l'exploitation, au chômage et à la crédulité, elle est incapable de subsister sans s'assurer du concours passif de ceux qui produisent ou qui chôment. C'est cette passivité que le Premier Mai 1987 se doit, entre autres, de dénoncer.

Pourtant, cette année encore, c'est en ordre dispersé que les centrales syndicales vont devoir se compter dans les traditionnels défilés traîne-charentaises. Comment espérer dans ces conditions que cette journée symbole soit réellement le point de départ d'une formidable mobilisation et que tous les jours qui suivront soient eux aussi des Premier Mai. C'est le sens que veulent lui donner les anarchistes en descendant dans la rue et en ne comptant que sur eux-mêmes. Les bureaucraties syndicales sont toujours trop soucieuses de récupération, d'adhésion, d'hégémonie. Leur fonctionnement vertical est un frein beaucoup trop puissant. C'est par une mobilisation de la base et par elle seule que les conquêtes sociales s'obtiendront.

Cette journée, placée sous le signe de l'internationalisme, doit nous faire songer plus que les autres jours à tous ceux et à toutes celles qui, du Chili à l'Afrique du Sud, luttent. Les dictatures ignobles de Santiago à Johannesburg doivent mourir, c'est aussi le sens du Premier Mai 1987. Au moment où la mode en France est aux dénationalisations ou aux privatisations, comme on préfère, que des épargnants achètent du Saint-Gobain et du C.C.F., des centaines d'enfants noirs de 12 à 18 ans sont, eux, en prison pour s'être révoltés contre un régime raciste qui nie leurs droits les plus essentiels.

Aux quatre coins du monde, les problèmes quotidiens sont des problèmes de survie, à côté desquels l'augmentation du prix des timbres en France est bien dérisoire. Les espoirs révolutionnaires doivent se référer au contexte international sous peine de capitulation. C'est la force du Premier Mai, c'est aussi celle de tous les libertaires.

## LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• **TOXIN.** La centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), où une fuite « non radioactive » s'est produite, a été arrêtée pendant 5 jours. Pas de danger autour de la centrale, dit-on chez les « formels ». Par ailleurs, la municipalité de Rillieux-le-Pape (banlieue nord de Lyon) a décidé de construire au cours des cinq prochaines années 5 000 places d'abris anti-atomiques, pour se protéger des nuages soviétiques et des centrales « made in » France. Le nucléaire crée des emplois, on vous le disait !

• **INTOX.** Fruité qu'il était en 1985, le joli vin autrichien ! Et ce bouquet d'antigel ! Trois vins coupés au glycoléidé thylène (substance toxique entrant dans la composition de l'antigel) ont été découverts dans les chais du plus gros négociant de vin en R.F.A., maison Pieroth à Badkreuznach. Deux ans déjà, coucou nous revolla !

• **TARIFS.** La S.N.C.F. augmente ses tarifs de 2,3% en moyenne à partir du 30 avril. Les tarifs banlieue seront majorés, eux, au 1<sup>er</sup> juin, en même temps que ceux de la R.A.T.P. Dans les cartons de la S.N.C.F. : des projets de « réadaptation » des formules de paiement (10 à 20% d'augmentation en moyenne) !  
L.Y.

## MÉDECINE

# Internes chics... résidents tocs

VOILÀ maintenant plus de deux semaines que les étudiants en médecine de 9 des 11 C.H.U. parisiens (centres hospitalo-universitaires) sont en grève pour le retrait du projet de réforme du 3<sup>e</sup> cycle des études médicales (Barzach-Valade). Pour com-

rémunérés et formateurs, avec responsabilité clinique et thérapeutique. Les autres devenaient généralistes ou se spécialisaient dans le cadre des C.E.S. (1). Mais ils n'avaient pas le droit de prendre des

responsabilités et n'étaient pratiquement pas payés lors de leur 3<sup>e</sup> cycle.

### L'internat pour tous

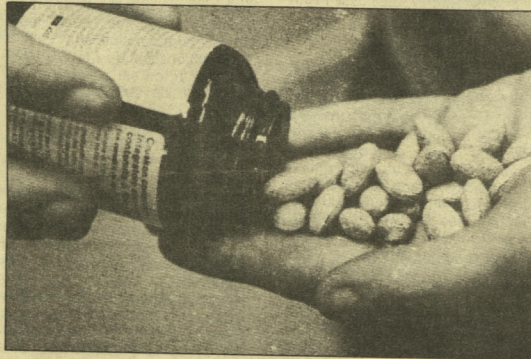
En 1982, Jack Ralite, ministre de la Santé, fit voter une réforme des études médicales, instaurant l'« internat pour tous ». Tous les étudiants en médecine effectuaient un 3<sup>e</sup> cycle de pratique hospitalière rémunéré (environ 6 000 F par mois), pendant lequel ils exerçaient leur métier de médecin assistés par les conseils des chefs de clinique. Le concours de l'internat était supprimé, ainsi que les C.E.S. Une voie unique d'accès aux spécialités était instaurée par le biais d'un concours dit « des spécialités ». Seuls ceux qui passaient avec succès cette épreuve pouvaient devenir des spécialistes. Mais tous les futurs médecins (généralistes comme spécialistes) étaient assurés d'une formation de haut niveau au sein d'un hôpital. Cette mesure visait à revaloriser la médecine et à aligner la formation médicale française sur les directives européennes.

Pour autant une « maladresse », glissée dans cette réforme, déclencha la colère des étudiants en 1982. C'était l'instauration d'un E.C.V.O. (examen classant validant obligatoire) qu'on ne pouvait présenter qu'à deux reprises. Concours déguisé : ceux qui échouaient ne pouvant plus devenir médecins (après 6 ans d'études !). Une grève de trois mois aboutit à la suppression de cet E.C.V.O. et à son remplacement par un Certificat de synthèse clinique et thérapeutique (C.S.C.T.), dont le passage était non limité dans le temps et qui constituait une épreuve validante mais non classante.

Ce mouvement de 1982 ne fut pas dirigé contre le principe de l'internat pour tous et sut se doter de structures démocratiques et indépendantes. Mais il lui fut difficile d'échapper à une récupération politique de la droite et des mandarins qui, eux, s'attaquaient à l'internat pour tous. Il fallut par ailleurs se démarquer du mouvement contemporain des étudiants en droit, agités par l'extrême droite.

### Le projet Barzach-Valade

La lutte des étudiants en médecine n'aboutit malheureusement qu'à des mesures transitoires, un bilan concerté étant prévu par la loi



prendre les raisons de cette grève étudiante, un rappel historique est nécessaire.

Jusqu'en 1982, les étudiants ayant validé les six premières années de médecine (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle) pouvaient se présenter au concours de l'internat. S'ils réussissaient, ils accédaient à des stages hospitaliers

en octobre 1986. Ce travail de concertation est évidemment passé à l'as et le nouveau gouvernement, poussé par les préoccupations élitistes d'internes de spécialités, préféra faire l'économie d'une réflexion démocratique et tenta d'imposer une énième réforme des études médicales. Nous voici arrivés à la situation actuelle : des étudiants découvrent, camouflé parmi « diverses mesures d'ordre social », le projet soutenu par les ministres Barzach (Santé) et Valade (Universités).

Il s'agit tout simplement d'un retour à l'ancien système, c'est-à-dire la suppression de l'internat pour tous. Le concours d'accès aux spécialités redevient le concours de l'internat. Seule la minorité des « élus » ayant réussi accèdera à une formation pratique et méritera le titre d'interne. Les futurs généralistes devront se contenter non seulement d'un statut qui par des finesses législatives (2) ne leur garantit ni formation valable ni salaire décent.

Derrière un changement de titre (interne en médecine générale devenant résident) se profile donc une politique de dévalorisation de la médecine générale (70% de l'activité médicale). Ceci déclenche une riposte à la base des étudiants, exigeant la pérennisation et l'amélioration de l'internat pour tous, une large concertation des intéressés (population, étudiants, médecins) et le retrait du projet Barzach-Valade. Cette revendication de l'internat pour tous n'est pas l'exigence d'un titre honorifique pour les futurs généralistes, mais bien la garantie

révocables par les A.G., sont coordonnés au sein d'un comité national inter-C.H.U. (C.N.I.C.). Celui-ci fonctionne aussi par démocratie directe et rassemble étudiants non syndiqués et syndiqués (U.N.E.F.-I.D., U.N.E.F.-S.E.).

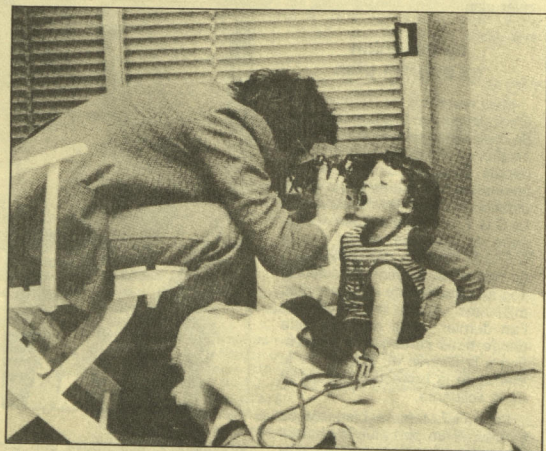
Les modes d'actions sont divers : grève des stages et des cours, plâtrage de parcmètres, prise de tension dans la rue et information de la population, libération de péages, manifestations nationales.

### L'avenir du mouvement

Les représentants mandatés par les A.G. ont été reçus successivement par Mme Barzach et M. Valade. Si ces entretiens ne nous ont pas apporté satisfaction, ils ont cependant révélé un manque de fermeté dans la position des ministres (hantés par la crainte d'un nouveau syndrome Devaquet ?). Il nous paraît désormais certain que la mobilisation naissante de la province et l'appui de nombreuses organisations de soignants (médecins généralistes, psychiatres) et de la population peuvent nous apporter la victoire.

Certains souhaitent voir ce mouvement s'associer à celui des travailleurs en matière de Sécurité sociale... S'il est trop tôt pour parler de révolution, des états généraux de la santé (avec la participation de la population, des professionnels et d'étudiants) ont été proposés comme suite de notre mouvement. Encore un élan qui, cette année, après celui des étudiants, des cheminots et des instituteurs, montre une volonté de plus en plus forte de prise en charge de leur affaire par les intéressés et l'absurdité d'un gouvernement « majoritaire ». Tout ceci est prometteur quant à la réalisation nécessaire d'un nouveau mouvement libertaire.

Pour conclure, nous appelons la population à s'associer à notre lutte : notre système de santé est en jeu. Les médecins sauront-ils, un jour, se détourner de leurs batailles



d'un statut et d'une formation efficace.

Il est, par ailleurs, intéressant de constater que certains des étudiants siégeant au conseil de gestion des C.H.U. ont eu connaissance de ce projet de loi et n'ont pas jugé bon d'en informer leurs camarades. Craignaient-ils d'avouer leur inefficacité au sein du micro-système parlementaire qu'est un conseil de gestion d'université ? (Ces « représentants » des étudiants n'ont pas été réélus depuis quatre ans.)

Le mouvement à l'heure actuelle est essentiellement parisien, organisé C.H.U. par C.H.U. Les assemblées générales sont souveraines de par l'exercice de la démocratie directe. Les délégués, mandatés et

de castes, harmoniser toutes les techniques de soins dans un esprit d'ouverture et de solidarité ? Nous devons être au service des malades et non les esclaves d'une hiérarchie technicienne. La santé définit par l'Organisation mondiale de la santé n'est-elle pas : « le parfait bien-être individuel, physique, psychique et... social » ?

**YVES-MICHEL**  
(étudiant à Broussais)

(1) Certificat d'étude spécialisée.  
(2) Mise en place de deux personnes juridiquement distinctes, interne et résident, dont les rôles respectifs seront fixés et modifiables à tout moment par décret.

## RENAULT Bastion syndical ?

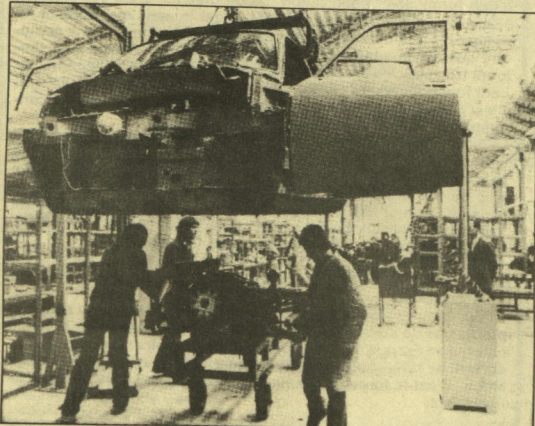
Il se passe toujours quelque chose chez Renault, que ce soit à Billancourt, Douai ou Flins. Ce que l'on pu qualifier par le passé de bastion syndical, ce qu'il ne fallait pas désespérer (au nom d'une myopie politique), voit maintenant ses activités sans cesse menacées. Des terrains à Paris aux usines à l'étranger, tout est bon pour réduire les coûts et amenuiser le tissu industriel en France. La sous-traitance va grand train, et on peut se demander si apposer son célèbre losange ne sera pas bientôt la seule activité de Renault ?

Dernier avatar dans ce processus : les sièges, production impliquant des activités diverses (mécanique, textile, chimique). La direction de Renault ayant décidé de « donner » ce secteur à un groupe multinational situé principalement en Allemagne. « Aujourd'hui ce sont les sièges de voiture, demain ce seront les roues montées, les tableaux de bord, les portières, les pots d'échappement, les réservoirs, les groupes moto-propulseurs, etc. », c'est ce que déclarait le responsable de la coordination C.G.T.-Renault, dans une récente conférence de presse.

Bien sûr, la direction de la Régie affirme que cette activité n'est plus rentable, bien sûr la C.G.T. est à deux doigts de ressortir son « Produisons français », mais le problème de la robotisation est de plus en plus proche. Des usines complètement robotisées assemblant des pièces fabriquées dans des pays étrangers, au moindre coût et sans risques sociaux, voilà l'ambition du gouvernement et du P.-D.G. de Renault.

La forteresse ouvrière saura-t-elle réagir, malgré la division syndicale et la « politique » du dos rond ? Attendons et espérons...

A. PIERRE



**ÉRIC HÉBERT, INSOUIS TOTAL  
PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE  
DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 22 JOURS**

D  
été de  
Georg  
ment  
l'émiss  
dix-hu  
ler du  
Bendit  
les gen  
qu'il n  
change  
ciens e  
neront

Puis  
qu'à F  
Gay-L  
grilles  
tout l  
d'essay  
même

On  
choses  
des ag  
position  
dans s  
rieure  
dévoila  
autres  
estime  
ébranlé  
juge d  
compos  
refusan  
(...) [e  
lien est  
qu'il f  
minist  
fort »

On r  
parler d  
C.G.T.  
le prin  
des or  
toujour  
place d  
textes,  
Lafayet  
l'ombre  
montre  
« parti  
s'il n'y

L  
ce  
pr  
peuple  
rents co  
Ces cor  
rentes,  
travers  
tion de  
daire.

Il se n  
pouvoir  
sous en  
forceme  
tante de  
faveur d  
contre-p  
nismes  
Les co  
salariés  
mier cor  
la libéra  
des dro  
d'achat  
finalité  
liste a o  
quotidie  
par quel  
réponse  
réappropri  
naturel.

Prinia  
agricult

SYNDICAT

La C.G.T. de 1968 à 1987

DANS un an, il y aura vingt ans que « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit » aura été dénoncé dans *L'Humanité* par Georges Marchais. C'était exactement le 3 mai 1968. Au cours de l'émission « Droit de réponse », dix-huit ans après, Leroy a pu parler du « sympathique Daniel Cohn-Bendit » (le 22 mars 1986). Bien sûr les gens évoluent et on se plaît à dire qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis, mais les politiciens et leurs jugements nous étonneront toujours...

Un anniversaire...

Puisqu'il y aura bientôt vingt ans qu'à Paris les barricades de la rue Gay-Lussac s'élevèrent face aux grilles du jardin du Luxembourg, tout le monde de s'interroger, d'essayer de se souvenir, voire même d'écrire des livres (1).

On apprend tout de même des choses intéressantes sur le pourquoi des agissements et des prises de position. Déjà en 1982, P. Robrieux dans ses pavés sur *l'Histoire intérieure du Parti communiste* nous dévoilait pas mal de choses et entre autres que « la direction russe estime que mai 1968 a constitué un ébranlement révolutionnaire, elle juge donc que le P.C.F. a eu un comportement opportuniste en se refusant à soutenir le mouvement (...) [et] que le pouvoir pompidoulien est considérablement affaibli et qu'il faut désormais que les communistes français poussent plus fort » (2).

On nous reprochera peut-être de parler du P.C. dans un article sur la C.G.T., mais à notre connaissance le principe léniniste de la direction des organisations ouvrières n'est toujours pas remis en question place du Colonel-Fabien. Si dans les textes, l'ex-centrale de la rue Lafayette est indépendante de tous, l'ombre chinoise que l'on nous montre est toujours celle du P.C., le « parti des travailleurs » comme s'il n'y en avait pas autre part !

...mais lequel ?

Pour la direction de la C.G.T., même si aujourd'hui elle essaye de réécrire l'histoire, mai 1968 a été une atteinte à son monopole sur la classe ouvrière tant sur le plan politique que sur le plan syndical. Alors que Eugène Descamps, secrétaire de la C.F.D.T. en 1969, a pu écrire que « mai-juin 68, ce sont des heures exceptionnelles dans la longue marche que le mouvement ouvrier a entreprise pour transformer la société », que A. Détraz (autre secrétaire C.F.D.T. de l'époque) voyait dans les drapeaux noirs « la résurgence d'un idéal de liberté » (3), le secrétaire de la C.G.T. Georges Ségué parlait du « lugubre drapeau noir de l'anarchie ».

Si l'on veut résumer la C.G.T. en 68 et analyser son évolution jusqu'à aujourd'hui, on ne peut dissocier son sort de celui du parti communiste. L'organisation syndicale de

« classe et de masse », régnant hégémoniquement sur la classe ouvrière, a entamé son déclin au lendemain de 68 et rien n'y pourra changer.

Henri Krasucki a beau dire : « je suis communiste, la C.G.T. ne l'est pas », l'écho de l'opinion publique dit le contraire et le soutien syndical à l'Union de la gauche dans les années 70 y est pour beaucoup. A l'époque du « programme commun », l'alliance électorale P.C.-P.S. était exposée dans l'éducation syndicale de base et partie intégrante de celle-ci.

Relais d'un parti politique, simple chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs, tout a été dit sur la C.G.T. Depuis quelques années, la direction confédérale veut donner une autre image de la confédération, désavouant ceux qui voudraient faire de la C.G.T. une « organisation squelette » du P.C. Ainsi Henri Krasucki, dans son der-

nier livre-interview *Un syndicat moderne ? Oui !*, déclare : « Le syndicat moderne, c'est le syndicat de la démocratie dans nos rangs, entre ses adhérents. C'est le syndicat de la démocratie dans les luttes. C'est le syndicat qui tient parole et qui tient bon même quand ça va mal. »

Ce qui est en contradiction avec ce que disent bon nombre de responsables cégétistes quand ils affirment que seule la C.G.T. se bat et qu'à l'intérieur de celle-ci les seuls vrais militants sont ceux du P.C. !

Un syndicat moderne ?

Le dimanche 22 mars dernier (date anniversaire entre toutes !) a été une victoire pour la C.G.T. qui a réussi une forte mobilisation pour la défense de la Sécurité sociale. Un des derniers numéros de l'hebdomadaire confédéral *La vie ouvrière* titre sur l'union locale (« La C.G.T.

près de chez vous »). Tout cela tendrait-il à démontrer que tout va bien à la C.G.T. ?

Les anarcho-syndicalistes, qu'ils soient à la C.G.T. ou ailleurs, n'ont pas attendu les désenchantements de la gauche au gouvernement pour défendre pied à pied les acquis du mouvement ouvrier. Les militants du P.C. ont encore des réflexes de classe. Dont acte.

Pourtant, comme l'écrivait Georges Ségué dans la préface du compte rendu intégral du congrès d'Amiens (4) : « Bien sûr, nous nous séparons du schéma simplificateur des conceptions de classe de l'anarcho-syndicalisme. Bien sûr, contrairement à elles, nous ne concevons plus la lutte des classes dans ses seules données économiques et l'appréhendons dans sa globalité, économique, politique et idéologique ».

Ce qui signifie en clair que la lutte syndicale c'est bien, mais qu'il faut autre chose ! Tout ceci ne nous empêchant pas de lutter coude à coude pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais ne nous trompons pas, dans tout repli sur des positions syndicalistes il y a souvent un marche-pied politique qui sommeille. Pour nous, une union locale C.G.T. ce devrait être une des bases de la société et non un « véritable service public de la C.G.T. ».

THIERRY  
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) *L'histoire de mai 68, revue et corrigée par certains, a suscité l'indignation de journalistes intégrés. Qu'ils en soient ici remerciés !*  
(2) P. Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, tome III, 1972-1982. Du programme commun à l'échec historique de Georges Marchais, Paris, Fayard, 1982, p. 79.*  
(3) La C.F.D.T. avait le vent en poupe et ne pensait pas, à cette époque, à décerner des brevets d'archaïsme...  
(4) Institut C.G.T. d'histoire sociale, 1906. Le congrès de la Chartre d'Amiens.



Libération sociale dans la libération nationale

Le processus d'auto-détermination corse est un processus libre. Le mouvement national se défend de programmer une société future au carré, à la place du peuple corse. Le mouvement national se compose de différents contre-pouvoirs coalisés au sein d'Unità Naziunalista. Ces contre-pouvoirs ne sont pas des organisations concurrentes, ils expriment la structuration de tous les secteurs au travers d'organisations majeures qui participent à l'élaboration de la lutte et agissent de façon complémentaire et solidaire.

La voie des contre-pouvoirs

Il se mène actuellement un débat sur la place du contre-pouvoir politique qui prendra la succession du M.C.A. dis-sous en janvier dernier. La maturation progressive et le renforcement des différents contre-pouvoirs, la volonté militante de ne pas décider à la place du peuple penchent en faveur de la relativisation de l'organisation politique comme contre-pouvoir institutionnel, à parité avec les autres organismes constituant Unità.

Les contre-pouvoirs syndicaux, comme le S.T.C. pour les salariés et le S.C.A. pour les agriculteurs, ont fait à leur premier congrès respectif le choix de la libération sociale dans la libération nationale. La lutte nécessaire pour la défense des droits des salariés, pour l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de travail ne constituent pas une finalité dans le cadre du système. Le mouvement nationaliste a opté en Corse pour une voie révolutionnaire. La lutte quotidienne garde l'objectif de tout se réapproprier. Mais par quel type de réappropriation ? Il n'a pas été donné de réponse idéologique qui constituerait la démarche de la réappropriation. Celle-ci se fait à partir d'un mouvement naturel.

Quelques exemples...

Pinia est un domaine agricole abandonné par l'Etat, des agriculteurs du S.C.A. l'occupent et imposent une gestion

collective contre le découpage en lots individuels. Une société de ramassage de fonds, la S.A.S., est dissoute en Haute-Corse ; le personnel S.T.C. crée une S.C.O.O.P. avec un système de rémunération égalitaire (Bastia-Sécurité).

La S.N.C.M., prétextant des pressions du F.L.N.C., ferme le plus important hôtel de Corse, le San Bastianu, en mars dernier alors que cet hôtel a toujours été déficitaire et que la S.N.C.M. a fermé tous les autres hôtels qu'elle avait en France. Le S.T.C., seul syndicat de l'entreprise, reprend une proposition déjà formulée par les salariés : créer une coopérative ouvrière. Réticence et réserve chez les nationalistes quant à la continuité, même sous contrôle syndical, d'une politique du tout-tourisme. Les discussions au sein d'Unità permettent de peaufiner un projet élargissant la saison touristique en direction d'un tourisme social et favorisant l'intégration de l'hôtel dans sa micro-région, rompant avec les schémas du « grand bronzing touristique ».

Mais il semble difficile de reprendre l'hôtel contre le gré de son propriétaire qui obéit à l'Etat, il faut savoir que la S.N.C.M. est une compagnie de transports maritimes qui profite des quelques 140 milliards annuels versés au titre de la continuité territoriale, subvention à sens unique finançant les produits qui rentrent en Corse — un des traits marquants du colonialisme.

...et beaucoup d'obstacles

Partout les expériences de réappropriation économique, avancées par les nationalistes, se font sous forme de coopératives. Partout aussi, ces projets sont battus en brèche par l'Etat qui y met le maximum d'obstacles. Pour Sécurité-Bastia, dont la constitution est la plus légale, les embûches administratives déjouées par le S.T.C. (refus d'assurer, refus d'accorder les licences...) transforment la seule existence de la S.C.O.O.P. en exploit.

Au niveau agricole, là aussi on cherche à étrangler les voix qui se lèvent. En Corse, l'agriculture présente une image amplifiée des problèmes des zones de montage :

tout survit grâce à l'assistance, aux primes à la vache, etc. (accordées à la tête du client). Assistance maintenue avec l'aide de l'Office régional agricole, des Chambres d'agriculture, de la F.D.S.E.A. et des élus qui doivent leur mandat dans les villages aux bataillons de retraités.

La coopérative charcutière San Martinu de Bastelica, créée en 1982, a toutes les difficultés pour vivre. La logique du système est de tolérer la charcuterie familiale à la production infime, alibi à une politique de prétendu respect du terroir et image pour touristes. Vivoter, en s'appuyant sur les combines des élus, permet en fait de pérenniser le système. Mettre en place une coopérative, dotée d'une infrastructure et d'un outillage fonctionnels qui permettent de concurrencer à prix égal, sur le marché corse en premier lieu, les Cochonou et autres Olida, de cela il n'en est pas question.

Pour poser le problème d'un plan de développement de l'agriculture corse, le S.C.A. (exploitants individuels et coopérateurs unis) a occupé le 21 avril l'Office agricole. Une réunion devrait avoir lieu avec les responsables agricoles, mais avec peu d'illusion sur le résultat de celle-ci.

Voilà exprimé dans la pratique et dans un contexte hostile une première définition de la libération sociale. De plus en plus, les salariés pensent à la réappropriation de l'outil de travail comme à la Compagnie des bus ajacciens où le personnel a affirmé, lors de la grève victorieuse de la fin avril, être en mesure de prendre en mains la gestion de l'entreprise. Une quinzaine de menuisiers (« l' Bancalari ») s'associent dans un projet de reprise du Meuble de France incendié par le F.L.N.C. en 1985.

La libération sociale dans la libération nationale, voilà une idée qui prend forme pour le bien de tous, permettant — cela est à rechercher — par les voies de l'associationnisme libre et égalitaire de déjouer les pièges autoritaires et injustes des institutions étatiques.

Fred ANTONI (Ajaccio)

C.N.C.L.

## La radio libre en danger de mort ?

**N**OUS avons souvent commenté dans ce journal l'introduction de la publicité sur les radios libres ; ce que nous n'avions pas trop dit c'est en quoi cette législation de la publicité constituait un désinvestissement de l'institution politique sur une question de médias et de libre expression.

### L'argent à la rescousse de l'Etat

Rien d'étonnant à cela, imaginez un peu que ce soit les anarchistes qui montent au créneau pour exiger que l'Etat prenne ses responsabilités : grotesque. Néanmoins, et le fait est à noter, l'argent est bel et bien venu à la rescousse de l'Etat, pour se tailler la part du lion bien sûr, mais ce fut aussi une façon de discréditer la radio libre aux yeux d'un public d'abord enthousiaste puis déçu.

Les questions politiques de fond auxquelles devait faire face l'Etat ont été contournées. La seule décision politique a été la vague de saisies à laquelle quelques radios ont su et pu résister telle Radio-Libertaire. Elle a précédé finalement le désinvestissement de l'Etat qui, pressé d'en finir avec ce problème qui noircissait son image de marque, a livré cet espace aux marchands, leur laissant faire le sale boulot du « nettoyage » de la bande F.M.

Entendons-nous bien, anarchistes nous sommes et nous n'avons pas à déplorer l'investissement ou le désinvestissement de l'Etat dans les affaires publiques ou privées, la capacité des hommes à se passer et à contester l'autorité de l'Etat étant pour nous plus parlante. Constatons et mettons à nu l'ambiguïté des discours et des actes, notons qu'en l'occurrence les décisions de l'institution politique prévalent à toute chose et que de fait le sort de la radio libre est entre ses mains. L'Etat n'est pas seul juge, la décision lui appartient mais elle peut être infléchie, voire boycottée par les publicitaires, les financiers, des lobbies et par le public.

La C.N.C.L. va devoir se frotter à ces problèmes, mais elle subit déjà les pressions de lobbies publicitaires qui verraient d'un mauvais œil qu'un espace réservé soit délivré aux radios libres non commerciales. Encore une



fois donc, une autorité va devoir formuler des réponses et tenter de les faire rentrer dans les mœurs. Les publicitaires aiment les « no man's land » pour y exercer leur rapine, la C.N.C.L. aura-t-elle le courage de mettre en place des règles du jeu équitables et qui surtout empêcheront le piratage régulier que subissent les radios associatives de la part des commerciales ?

Les « sages » qui siègent à la C.N.C.L., représentants de l'autorité de l'Etat en matière de communications, ne nous ont pour l'instant pas inondé d'informations, nous savons que pour la programmation des radios ils n'exigent plus que 20% de programmes propres : c'est la politique de la misère qui s'instaure. Malgré de lourds silences, nous pouvons cependant avancer quelques hypothèses pour l'avenir.

### Faible marge de manœuvre... la surprise, les conflits ou la dérobade ?

La Annick Cojean de service, évoquant un certain nombre de raisons (ancienneté, audience, spécificité, soutien de lobbies...), fait état de radios « incontournables, indestructibles, inévitables » et en déduit que la C.N.C.L. dispose d'une faible marge de manœuvre ; partons de cette idée pour élaborer quelques scénarios.

Tout d'abord la surprise : la C.N.C.L. prend fait et cause pour les radios associatives, misant sur la richesse culturelle et la vie sociale plutôt que sur le conformisme social et le développement d'espaces marchands. Peu vraisemblable, lui il faudrait alors délivrer d'autorité des fréquences aux associatives existantes et leur assurer un confort d'émission tout en s'attirant les foudres des publicitaires.

Deuxième scénario, qualifions-le de conflictuel : la C.N.C.L. fait une coupe claire dans les associatives et continue l'œuvre de mercantilisation de la bande F.M. Conflits à l'horizon, l'image de Léotard pourrait en être ternie à moins qu'un méchant Pasqua ne décide de tout porter sur ses frères épaules. De toute évidence, les élections de mars 88 seront en toile de fond.

Toutes les variantes sont possibles entre ces deux extrêmes, auquel cas tout se règlera au coup par coup suivant les résistances, les pressions, etc. Il reste une dernière hypothèse qui pour être surprenante n'en est pas moins plausible au vu des maigres informations dont nous disposons, appelons-la la dérobade. Plutôt que

de répondre aux questions de fond, la C.N.C.L. peut opter pour une politique en apparence correcte qui consisterait à appliquer un traitement identique aux commerciales et aux associatives en leur donnant les mêmes contraintes. Le projet est simple, fidèle à l'idée que les fréquences n'appartiennent à personne : la C.N.C.L. se réserve le droit d'une part de réattribuer les fréquences (l'ancienne ou une nouvelle), mais surtout elle compte instituer un droit d'émettre payant. De plus, constatant de nombreuses interférences, elle va sûrement imposer des sites d'émission.

Il faudra donc louer un émetteur (à quel prix ?). Les radios perdront de fait le contrôle du matériel d'émission. Autant de choses dont il faudra s'acquitter en monnaie trébuchante ; ainsi, sans lever le moindre petit doigt, risquent-on de voir des radios s'asphyxier financière-

ment et renoncer à leur projet ou alors l'émetteur sera coupé, ou encore elles se livreront pieds et poings liés aux publicitaires en rentrant dans les réseaux. Une nouvelle fois, le pognon sera venu pour régler les questions politiques et personne ne pourra nier, sauf des esprits chagrins, que toutes avaient leur chance...

Inutile d'en dire plus aujourd'hui, une première liste de radios dont le dossier aura été retenu devra paraître vers le 20 mai, d'ici là nous vous donnons rendez-vous au gala de Radio-Libertaire le 1<sup>er</sup> mai, moment privilégié pour manifester votre soutien agréablement. Soyons vigilants, notre capacité à nous mobiliser est un autre point d'interrogation pour la C.N.C.L. : sachons le faire valoir !

Pour Radio-Libertaire, Bruno

### NOUVELLES DU FRONT

• Un Allemand de l'Ouest a trouvé une façon marquante pour se faire réformer... Il portait sur le visage un tatouage représentant une croix gammée, sachant que tout emblème nazi est interdit au sein de la Bundeswehr. Avis aux amateurs !

• Grave défaite libyenne au nord du Tchad : un millier de prisonniers, de nombreux morts, la perte d'un matériel ultra-perfectionné... Déroute politique et militaire ? Pas du tout ! Les troupes libyennes n'ont pu essuyer de revers dans cette région pour la bonne et simple raison qu'elles ne s'y trouvaient pas. Ça c'est de la dialectique kadhafienne !

• Faites-le chez les autres ! Afin de tester leurs instruments de contrôle réciproques, les Soviétiques ont proposé aux Américains que chacun procède chez l'autre à des essais nucléaires. Quelques problèmes demeurent cependant : secret des sites d'essai, transport de la bombe, etc. Ce n'est pas encore aujourd'hui que les rouges feront la « bombe » aux Etats-Unis...

• Tentative de coup d'Etat en Argentine. Qu'est-ce que ces militaires qui ne sont capables ni de résister à une armée étrangère (britannique en l'occurrence), ni de renverser un régime démocratique, ni de mater une rébellion ? Tout juste bons à fusiller des travailleurs désarmés, en fait !

G.H.

### PUB

### Clips politiques

**D**EPUIS quelques mois, le monde politique se penche sur un problème ô combien important (pour lui) : la publicité politique ou, plus précisément, le clip politique. Si le phénomène est assez récent dans sa forme, il faut bien reconnaître que dans le fond la propagande politique a depuis longtemps cédé la place à la publicité soit pour un individu (candidat), soit pour une marque (parti).

En effet, de plus en plus souvent, le « message » — sur les affiches, par exemple — ou la critique sociale ont été remplacés par des accroches publicitaires (le meilleur exemple étant sûrement « la force tranquille » de Jacques Séguéla). Pour les philiphobes et les socialistes (au sens premier du terme, à savoir : qui veut l'action sociale), la critique de la publicité politique s'impose car n'en déplaise à M. Francis Balle (politologue et spécialiste des médias, récemment promu vice-chancelier de l'université de Paris) il est difficile de croire que « c'est un moyen de faire connaître au plus grand nombre possible de citoyens une pensée politique qui puisse se traduire par une action ». Le clip politique n'a rien à voir avec la propagande, il n'informe pas plus qu'il n'exprime une idée (ou même un programme), il vend, il ne s'adresse pas à des individus mais à des gogos.

Ceci dit, cette « nouveauté » n'est pas choquante : qu'ils se vendent s'ils trouvent des acheteurs (électeurs), mais pourquoi essaient-ils de moraliser ce commerce ? Pourquoi interdire les émissions publicitaires à caractère politique durant les campagnes électorales (art. 15 de la loi Léotard) ? Pourquoi prendre en compte l'avis du Conseil constitutionnel, qui préconise « des règles garantissant l'expression démocratique des divers courants d'idées ou d'opinion, et évitant de privilégier quiconque en raison notamment des moyens financiers ». Tout ceci n'est pas très libéral, la « liberté » d'écraser les plus faibles ne serait-elle pas en pratique dans la classe politique ?

La fabrication d'un spot coûte entre 500 000 et un million de francs, et même si la C.N.C.L. — avec l'accord des chaînes de télévision — accorde à la publicité politique les mêmes avantages qu'à la publicité gouvernementale (65% de réduction sur A.2 et 50% sur T.F.1), seuls les gros requins auront droit au petit écran. Mais ceci est normal, le gouvernement et le Parlement étant là pour défendre les puissants, autant que l'accès soit facilité aux plus forts. Tant qu'il y aura des électeurs...

OLIVIER  
(Gr. Flores-Magon)

## IRLANDE DU NORD

## Les fouilles corporelles à Maghaberry

EN Irlande du Nord, la prison des femmes d'Armagh a connu de nombreuses luttes de la part des prisonnières républicaines, depuis le début des années 70, où la participation des femmes à la lutte de libération nationale devint effective.

La prison d'Armagh a été fermée le 19 mars 1985 et les prisonnières ont été transférées dans une nouvelle prison, à Maghaberry, où les conditions de détention (en particulier le droit de visite) sont pires qu'à Armagh.

En 1976, dans le but de criminaliser les républicains irlandais, le gouvernement britannique décide de ne plus octroyer le statut de prisonnier politique à l'ensemble des militants politiques incarcérés. Les prisonnières d'Armagh participèrent à la riposte : boycott du travail carcéral, grève de l'hygiène et participation à la première campagne de grève de la faim en décembre 1980.

En 1982, Thomas Muriagh, nouveau gouverneur, prend une nouvelle mesure répressive : la fouille corporelle pour les femmes, dès qu'elles quittent, ou réintègrent les bâtiments pénitentiaires, pour aller en général au tribunal.

En France, cette pratique est instituée de longue date dans les prisons, pour les prisonniers des deux sexes. Aucune campagne n'est hélas développée contre ces pratiques. En Irlande, où elles heurtent de front la conscience catholique de la population, une large mobilisation s'est développée.

L'article que nous publions est paru dans le numéro de janvier-février d'*Ainriail*, journal anarchiste de Belfast, qui est disponible à l'adresse suivante : *Ainriail*, c/o Just Books, 7, Winetavern Street, Belfast 1, N. Ireland.

Comité de rédaction

VOUS êtes seule dans une atmosphère d'hostilité, vous n'êtes pas seulement mise à nu de vos vêtements, tout est fait pour vous mettre à nu du respect que vous avez pour vous-même. Votre corps est scruté centimètre par centimètre. Leurs mains courent le long de vos jambes et le long du dos, et de la paume des mains autour du cou et à travers vos cheveux.

## La pratique des fouilles

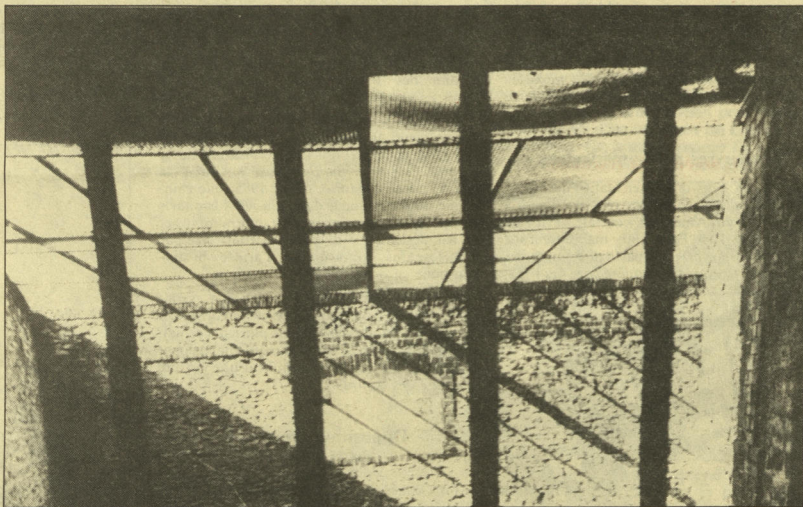
Tous leurs gestes sont exécutés très lentement et avec beaucoup de minutie. Si vous avez vos règles, votre protection hygiénique est retirée, prise pour l'inspection. Vous devez rester là, debout, durant toute la procédure sans protection

jour, cinq jours par semaine, pendant toute la durée du jugement.

Les prisonnières ne sont pas fouillées par mesure de sécurité. Lors d'une comparution, une prisonnière en préventive est fouillée avant de quitter la prison. Elle va au tribunal dans une camionnette où elle est enfermée dans une cellule individuelle. A aucun moment, elle n'est en contact avec des personnes du public. De retour à la prison, peut-être trente minutes plus tard, elle est fouillée à nouveau. Une femme refusant de retirer sa serviette hygiénique ou son tampon se verra retirer de force.

## Un acte de violence

Les fouilles corporelles sont un acte de violence contre les femmes prisonnières. C'est un outil de



femme. Et les femmes n'en deviennent pas « moins affectées » ou « ne s'habituent pas » à de tels actes perpétrés contre elles. Une femme, Pauline Mc Kinney, a été fouillée 230 fois. Rien ne mettant en danger la sécurité n'a jamais été trouvé durant ces fouilles.

En mars 1985, les prisonnières de la prison d'Armagh ont été transférées à la prison de Maghaberry. Plus de 5 millions de livres sterling ont été dépensés pour la seule sécurité, faisant de cette prison la plus sûre d'Europe. Aujourd'hui encore, les femmes prisonnières continuent d'être fouillées à Maghaberry.

## Les fouilles et les prisonniers politiques

La grande majorité des fouilles corporelles est exécutée sur les prisonnières politiques, ceci pour des raisons politiques, et c'est manifestement une tentative pour forcer les femmes à se soumettre en les attaquant sur un point qu'autrement les autorités pénitentiaires n'auraient pu toucher — le bien-être psychologique et la solidarité des femmes.

Il est aussi important de mentionner que les fouilles corporelles sont systématiquement utilisées contre les prisonniers politiques irlandais dans les cellules britanniques. Récemment, deux Irlandaises, Ella O'Dwyer et Martina Anderson, ont passé dix mois en préventive à la prison de Brixton en attendant leur procès (elles sont accusées de « conspiration »). Durant cette période, Martina a été fouillée 248 fois et Ella 227 fois. Occasionnellement, les fouilles corporelles ont été effectuées sur des politiques non irlandais, par exemple sur les femmes de Greenham Common, les militants contestataires de l'apartheid, etc.

Au fil des ans, l'Etat britannique a employé un grand nombre de mesures répressives, dans le Nord de l'Irlande, pour casser l'opposition des divers groupes anti-impérialistes : l'internement, « Diplock courts », procès de « repentis ». Les fouilles corporelles des femmes prisonnières sont une autre arme de leur arsenal.

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.d.R.).

## ARGENTINE

## Un pas en avant... deux pas en arrière

« L'ARMÉE est le dernier rempart de la société libérale. » Nul doute que cet aphorisme d'un homme politique français, dont le nom s'est perdu dans les poubelles de l'histoire, devrait être abondamment disserté par les dirigeants argentins. Jamais l'autonomie de la jeune démocratie argentine n'aura été si malmenée par les cloches de Pâques au carillon très particulier.

L'information brute tient en peu de lignes. Une timide tentative de coup d'Etat, tout juste une rébellion, mais les faits sont symptomatiques d'une caste militaire qui ne digère pas d'avoir perdu le pouvoir en 1983. Le retour dans les casernes et les multiples procès qui sont la conséquence de la raclée mémorable subie aux Malouines par l'armée (pourtant équipée de matériel français) ont exaspéré ces parasites pourtant chouchoutés.

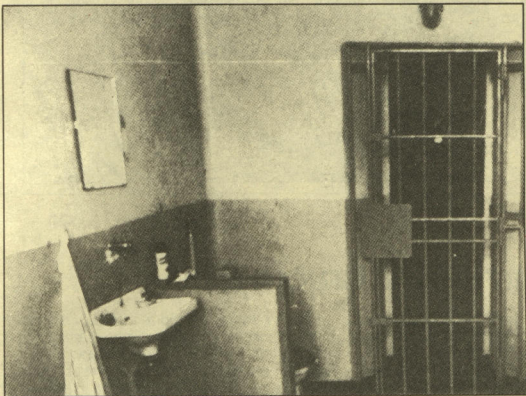
Mais il faut nécessairement s'interroger sur la capacité d'une démocratie traditionnelle à digérer ce monstre froid qu'est l'armée et qui a régné de la manière la plus brutale de 1976 à 1983. L'exemple du Chili tout proche est également parlant. Les militaires latino-américains auraient-ils un chromosome de trop ? Pas si facile en effet de composer avec des abrutis qui ne veulent comprendre que le langage de la force et de l'autorité, et qui effectivement possèdent tout ce qu'il faut pour torturer, tuer et dont les cerveaux reptiliens sont largement abreuvés d'idéologie d'extrême droite et de morale catholique la plus sectaire et la plus imbécile. La moindre parcelle de lucidité met en évidence le fait que partout où l'armée est politisée, partout elle développe des velléités de conquête du pouvoir. A moins de considérer les militaires comme de braves fonctionnaires tout juste bons (et encore !) à maintenir le sens civique de la jeunesse dans une norme acceptable.

L'exemple argentin est là pour rappeler que tout Etat, qui doit nécessairement se doter d'une institution pour se défendre, doit se méfier de tout débordement droitiste. Il est bien évident qu'avec une dette de 53 milliards de dollars, l'Argentine est fragile et la démocratie n'a jamais fait de miracles. La seule solution envisagée, en accord avec le F.M.I., fut le Plan austral, politique de ponction des salaires. Le mécontentement est de ce fait inévitable, le désordre également et l'armée peut alors se manifester pour calmer tout le monde... La pseudo-liberté que s'est offert le peuple argentin reste plus que jamais sous surveillance. Ce ne sont pas les extatiques promenades papales qui vont arranger les choses. Les esprits malins ont pu supposer un moment que ce sacré farceur de Jean-Paul II, après avoir butiné aux Philippines et en Haïti, étaient le messager des anges démocrates : alors on attend pour le Chili et on espère pour l'Argentine que les prières vont calmer les militaires.

Mais le problème reste toutefois entier. Comment se débarrasser d'une armée encombrante, mais toutefois nécessaire, qui se veut à peine responsable de la déculottée des Malouines et qu'on est soutenu par toute une population qui depuis 1945 s'est déjà farcie Péron et la clique sanguinolente de Videla. Alternative encombrante qui, du reste, est du seul ressort de ceux qui acceptent ces formes de responsabilité passant par le jeu électoral.

Il reste alors toute une nation ballotée entre une solution barbare : la démocratie et un régime autoritaire (la dictature). Il faut désormais que le pouvoir légitime argentin compte avec la rébellion, qu'il sacrifie les intérêts et les espoirs de la population argentine. On comprend mieux alors les limites d'une telle construction étatique, on en pressent les faiblesses et les atteroiements. C'est sans toujours facile d'être copain avec tout le monde.

J.-P. VANHECKE



hygiénique. Aucun degré de décence n'est préservé durant les fouilles corporelles. C'est simplement une pratique révoltante et avilissante. (déclaration de la prison de Maghaberry, septembre 1986.)

Il y a un peu plus de quatre ans, le 11 novembre 1982, les fouilles corporelles de femmes prisonnières ont été introduites dans la prison d'Armagh. Précédemment, les fouilles corporelles n'étaient pas utilisées de manière régulière et généralisée. Les prisonnières sont fouillées en entrant et en sortant des cellules.

Cela signifie que les prisonnières en préventive, c'est-à-dire les femmes qui sont gardées en détention en attendant leur procès, sont particulièrement affectées car elles sont sujettes à des comparutions régulières et nombreuses, et sont donc fouillées à chaque fois en entrant et en sortant de la prison. Pendant leur procès les femmes prisonnières doivent être fouillées deux fois par

répression et un contrôle étatique destiné à « briser » psychologiquement les femmes. Le sexisme qui imprègne notre société est aggravé en prison, où la femme est seule et vulnérable, et son sexe peut être utilisé contre elle.

Les niveaux de violence contre les femmes dans la société sont généralement très élevés : viol, inceste, femme battue, etc., toutes ces choses qui se produisent chaque jour et contre lesquelles les femmes luttent de différentes manières (comme devraient le faire les hommes). La fouille corporelle est une autre forme de cette violence contre les femmes, mais avec une différence : elle est directement et consciemment approuvée par l'Etat.

Durant les quatre dernières années, plus de 3 500 fouilles corporelles ont été exécutées dans une prison dont la population n'excédait pas trente femmes. Une fouille corporelle est une expérience violente et traumatisante pour une

## NICARAGUA

## 1987, l'année de tous les dangers

DEPUIS des années, le scénario est le même : harcèlement de la Contra, ingérence des Etats-Unis. Face à cette agression, le Nicaragua résiste tant bien que mal. Dans une telle situation, 1987 apparaît être une année importante pour la survie de ce pays.

## Manœuvres nord-américaines

Durant les mois d'avril et mai se déroulent les plus grandes manœuvres réalisées jusqu'à aujourd'hui en Amérique centrale. Plus de 50 000 soldats des Etats-Unis manœuvreront dans cette zone, et plus particulièrement au Honduras (1). Pour la première fois, les trou-



pes stationnées en permanence à Cuba, à la base de Guantanamo, y participeront.

Déjà, depuis le début de l'année, l'activité est particulièrement intense dans la région. Entre le 5 et le 9 mars, l'infanterie hondurienne a pénétré à trois reprises au Nicaragua. Etait-ce une tentative de créer un incident entre les deux pays, prétexte à une intervention nord-américaine ?

Simple intimidation ou prélude à une invasion ? Pour l'ex-amiral américain Gene Larroque :

« Comme stratège militaire, c'est exactement le cadre que je mettrais sur pied pour envahir le Nicaragua. Ce déploiement de forces offrirait les structures idéales et permettrait l'intervention d'autres unités de l'armée américaine directement des Etats-Unis. Je n'ai rien vu de semblable, toutes les mesures que prennent les Etats-Unis pour renverser un gouvernement avec qui nous entretenons des relations diplomatiques. Si l'Union soviétique faisait la même chose dans le golfe Persique, ce serait le tollé général de la communauté internationale, et nul doute que les Etats-Unis exigeraient une réunion du Conseil de sécurité des Nations-Unis ».

## Défaite de la Contra ?

Sur le plan politique, les responsables des unités anti-sandinistes n'ont jamais pu s'entendre, dépasser leurs conflits et rivalités internes. Une telle situation a abouti à la démission de deux dirigeants de l'U.N.O. (2) : Alfonso Robelo et Arturo Cruz. Ces départs renforcent la position de A. Calero à la tête de la F.D.N., ce qui représente donc une victoire des ultras.

De même, l'effritement du groupe contre-révolutionnaire indien « Kisan » se poursuit. L'un de ses chefs, le commandant Melado démissionna en déclarant : « Vu la situation chaotique et critique qui règne dans le groupe Kisan, je prends la décision de me retirer (...). Comparée aux années passées, notre lutte armée s'est lamentablement détériorée. Comme d'autres cadres, je pense que notre mouvement n'est pas une alternative ».

Sur le plan militaire, la Contra s'est révélée incapable d'occuper une partie du territoire. Ce qui, selon les plans des Etats-Unis, aurait

permis l'installation d'un gouvernement provisoire qui aurait fait appel à la Maison Blanche. Pour le général Lopez, qui fut à la tête des forces armées honduriennes en 1984 et 1985, la défaite des « mercenaires somozistes » (3) serait imminente.

Alors que Washington parle aujourd'hui de guerre civile au Nicaragua, on remarque au contraire la mercenarisation croissante de la Contra. Selon le *Sunday Boston Globe*, la C.I.A. aurait organisé, début 1985, une campagne de recrutement dans plusieurs capitales européennes. La participation de Philippines et de Rhodésiens a, d'ailleurs, été confirmée par E. Hasenfus capturé par l'armée nicaraguayenne en octobre 1986.

D'après le *Miami Herald*, la C.I.A. serait également à l'origine des actes de terrorisme et de sabotage orchestrés depuis plusieurs semaines au Nicaragua. Ceci dénote un changement de tactique face à l'impossibilité d'une victoire militaire des contras.

## Opposition croissante au Honduras

Officiellement, les anti-sandinistes n'ont jamais eu de bases au Honduras. Et pourtant, leur présence commence à provoquer de sérieux remous. Sujet longtemps occulté par les journaux et les hommes politiques, les contras sont dorénavant sujet à controverse. Pour l'ex-ministre du Travail, « le peuple hondurien en a assez (...). Si ces gens-là ne quittent pas le pays, le gouvernement va être confronté à une véritable crise ».

En effet, les menaces permanentes de guerre, la défaite probable des contras, les répercussions du « Contragate » pourraient déstabiliser le pays. De plus, la Contra aurait tendance à se comporter dans ce pays de la même façon qu'au Nicaragua. En un mot, les exactions contre la population civile sont fréquentes. Nombreux sont ceux qui se demandent ce que deviendront ces guérilleros-mercenaires le jour du démantèlement de la contre-révolution.

Un coup de force de la Maison Blanche est toujours à craindre. De nombreux faits permettent de penser que 1987 est une année décisive :

- fin du mandat du président Reagan, qui veut en finir avec le régime sandiniste ;
- faillite de la Contra ;
- défection d'une grande partie des indiens Miskitos ;
- opposition grandissante au Honduras.

Néanmoins, une intervention militaire directe des Etats-Unis poserait de nombreux problèmes à Washington :

- risque d'extension du conflit aux pays voisins ;
- cette aventure se solderait par des milliers de morts dans les rangs américains, d'où l'impo-

pularité certaine de la population des Etats-Unis ;

- détérioration certaine des relations diplomatiques avec de nombreux pays latino-américains.

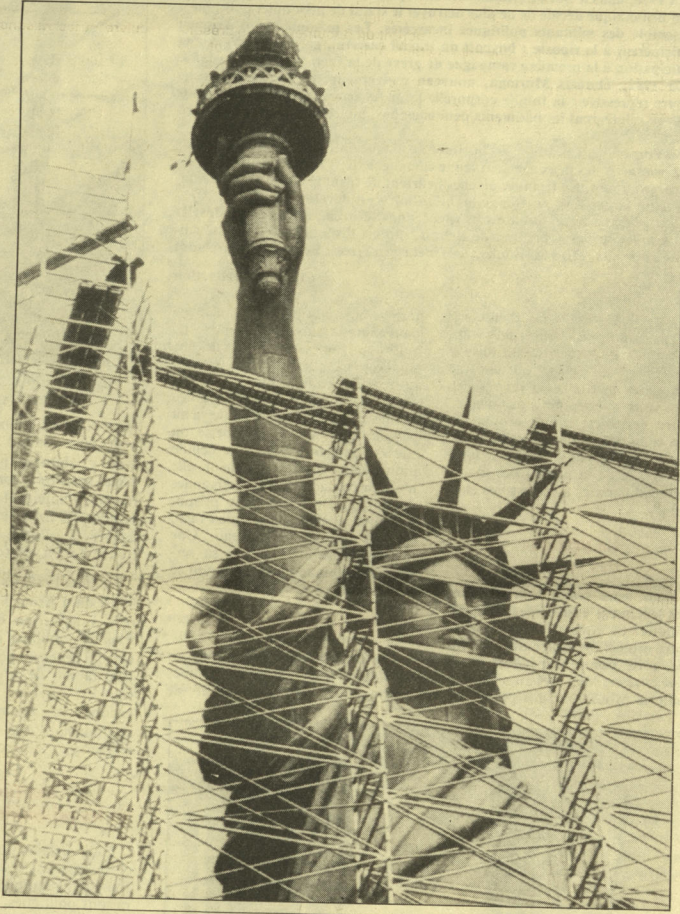
Ainsi toute décision est loin d'être prise. Aujourd'hui plus que jamais, il s'agit de dénoncer toute ingérence, toute intervention des Etats-Unis au Nicaragua et en Amérique centrale.

Jean-Claude (Gr. Kropotkine)

(1) Depuis 1982, les Etats-Unis ont organisé plus de 40 exercices militaires au Honduras avec la participation de 90 000 soldats américains.

(2) Organisation créée sous la pression des Etats-Unis.

(3) Selon ses propres termes.



R.F.A.

## Rencontre libertaire de Francfort

LE MARDI matin, mon interlocuteur à l'autre bout du fil est encore un peu endormi, mais semble heureux. Il se trouve à Francfort, dans le Libertären Zentrum, où les quatre « Journées libertaires » (1) — première grande rencontre des mouvements anarchistes et autonomes — touchent à leur fin. Environ 2 000 participants s'y sont réunis, casés dans des foyers divers ou chez des particuliers à Francfort, Wiesbaden, Darmstadt et venant d'Allemagne, mais aussi d'Irlande du Nord, du Ghana, d'Irak, de France, d'Italie et d'autres pays.

Le leitmotiv de ces quatre journées fut : « Des mouvements sociaux à la révolution sociale ». Autour de tables rondes, plusieurs groupes de travail ont discuté des perspectives des mouvements sociaux, de l'évolution de la société de consommation, de la situation de la femme au sein des mouvements libertaires (sans vouloir la mettre, une fois de plus, dans un ghetto en séparant les femmes des « groupes masculins... »), des aspects internationaux, des prisons et procès contre les médias. D'autres groupes de travail se sont formés spontanément.

Mais à part les sujets de discussion, cette réunion était avant tout placée sous le signe de la diversité des tendances libertaires. Elle voulait réunir tous ceux qui se situent dans le vaste spectre entre l'orientation « classique syndicaliste » et les « nouveaux autonomes » ;

faire les premiers pas pour créer entre des anarchistes d'âge et d'histoire différents une infrastructure commune. Coopérer, peut-être, dans les médias comme *Schwarzer Faden*, *Direkte Aktion*, *Aktion* ou même *Radikal* ; ce dernier étant actuellement de nouveau poursuivi par la justice, son n°132 ayant été confisqué, ils ont « émigré » dans un pays voisin...

## Diversité et révolution

Il existe, en effet, au premier abord, peu de points communs entre les *Graswurzel-Revolutionäre* (non violents convaincus), la *Freie Arbeiter Union* (F.A.U.), plutôt traditionaliste, et les autonomes qu'on trouve dans toutes les manifestations au premier rang, négligeant plus ou moins les théories anarchistes, allant jusqu'aux tendances marxistes-léninistes et n'étant pas d'accord avec l'habituel roulement en ce qui concerne les prisonniers de la guérilla urbaine armée, comme elle est représentée par la R.A.F. ou les Brigades rouges.

« Certains attendaient les autonomes avec suspicion, craignant des éclats », me disait mon ami au téléphone. « Mais non ! Ils étaient tout calmes... » Ouf ! Contrairement à la fameuse rencontre anti-impérialiste en février de l'année précédente, à Francfort, qui se termina presque en bagarre générale...

« Nous n'avons pas sorti, à la fin, un communiqué commun ; surtout pas. Cette rencontre était organisée pour se rapprocher, accepter notre diversité, pour mieux nous connaître, échanger des idées et mieux les diffuser à travers le pays par l'intermédiaire des médias. Le rêve : un organe de presse collectif avec observation attentive et influence permanente de la part des mouvements divers, en ce qui concerne le travail de rédaction. »

Il va de soi que le « Vendredi saint » fut proclamé « fête athéiste », avec musique, ambiance et... cracheurs de feu. Pourtant, il reste des choses à faire avant de trouver le « paradis commun ». Dimanche, une marche fut décidée autour de la Startbahn West, cette piste aérienne américaine près de Francfort, en activité depuis deux ans mais toujours sujet d'une vive et permanente contestation de la population. L'entente mise à l'épreuve, face à un problème concret, ne fut pas au rendez-vous. Pendant que quelques groupes manifestaient avec la sérénité d'une marche symbolique, d'autres commençaient à incendier le terrain...

DAGMAR

Pour tout renseignement : Libertären Zentrum, Kriegstrasse 38, 6000 Frankfurt 1, R.F.A.

(1) Elles ont eu lieu du 16 au 20 avril.



## CHILI

## Le mouvement syndical et le régime militaire

La politique du pouvoir militaire à l'égard des syndicats a déjà fait l'objet d'un article paru dans le *Monde libertaire* du 9 avril. Aujourd'hui, nous traiterons, à l'inverse, du comportement des mouvements syndicaux et du type d'actions qu'ils ont mené face à la politique gouvernementale, jusqu'en 1978.

Pendant les années les plus noires de la répression (1973-1976), les secteurs syndicaux de la gauche se sont retrouvés très affaiblis, excepté dans certaines branches professionnelles où ils sont parvenus à se maintenir en activité, sans pour autant avoir la possibilité de s'exprimer librement.

En revanche, les secteurs représentés par les bureaucraties syndicales démocrates-chrétiens et autres, ayant soutenu le coup d'Etat, sont invités au « dialogue » avec le pouvoir.

## Naissance d'une contestation

Une réelle contestation des syndicats de gauche contre le pouvoir se développe à partir de 1975. C'est en 1976 que les syndicats s'organisent par tendances politiques pour exprimer publiquement leurs revendications dans des « *Cartas Publicas* ».

11 mars 1976. Une lettre publique au ministre de l'Intérieur, signée par 11 syndicats, demande l'autorisation de réaliser un meeting syndical. Rejet du gouvernement.

Avril 1976. Une lettre publique au ministre du Travail, signée par 104 syndicats et 4 fédérations, exige la restitution des droits syndicaux. Rejet du gouvernement. Diverses organisations syndicales demandent par lettre publique l'autorisation de fêter le Premier Mai. Rejet du gouvernement.

28 mai 1976. Dix dirigeants parmi les plus connus pour leur soutien à la junte militaire présentent un document public de critique très sévère à l'égard du régime. Parmi les signataires, 9 sont démocrates-chrétiens. Le document, qui fait une analyse très approfondie de la politique des militaires, est appuyé par 400 syndicats (600 000 adhérents) et a un grand impact dans tout le pays et même à l'étranger.

Pour la première fois, le plus important secteur de soutien syndical à la junte militaire (qui a toujours cru à l'évolution démocratique du régime) répond absent et va même jusqu'à marquer les limites de son soutien. Le groupe auquel revient cette initiative sera connu comme « Groupe des Dix ». Pendant le reste de l'année 1976, différentes forces syndicales se font l'écho de cette résistance au régime en place.

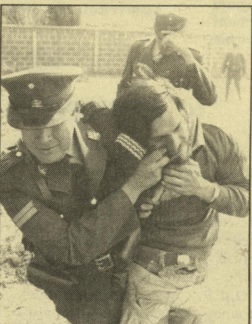
En 1977, le « Groupe des Dix » continue de manifester publiquement ses critiques et son refus de la politique gouvernementale. Parallèlement, la résistance s'organise partout dans le pays. Le 29 avril 1977, 126 organisations syndicales de gauche (dont plusieurs fédérations) présentent un document au gouvernement, dont voici les points les plus importants :

- démocratisation du pays ;
- refus des syndicats parallèles chers à la junte ;
- dénonciation de la répression sélective contre les syndicalistes qui refusent de se soumettre au pouvoir ;
- appel aux travailleurs pour qu'ils s'organisent à la base et construisent leur propre démocratie ;

- refus de la « démocratie musclée » ;
- auto-organisation des syndicats, droit de grève, etc.

Ce document résume les critiques et revendications faites par la gauche syndicale après 1975. Le gouvernement n'y répond pas. En juillet 1977, 479 syndicats élaborent un document qu'ils présentent à la junte en exigeant un débat national sur le processus d'institutionnalisation. Le gouvernement ne répond pas.

Août 1977, lors d'une conférence de presse du « Groupe des Dix », le dirigeant syndical Eduardo Rios présente un document signé par 852 syndicats et



plusieurs fédérations dans lequel une critique implacable du régime militaire est fait. En voici quelques extraits :

« Le Chili est un pays de longue tradition républicaine et démocratique. Cette république a été construite par des hommes et des femmes, par des organisations sociales, politiques, syndicales, etc. (...) »

« Si, aujourd'hui, la démocratie est un échec c'est parce que le capitalisme libéral n'a pas été capable de créer de nouvelles formes de société pour donner accès au peuple à de meilleures conditions de vie. L'Amérique latine est remplie de dictatures parce que dès qu'émerge un gouvernement " progressiste " il y a toujours des gens dont les intérêts les font courir frapper aux portes des casernes, en criant contre le marxisme et contre le communisme ! »

## Nouvelle politique de répression

En septembre 1977, dans les mines de cuivre de Chuquimata, s'organise un mouvement syndical sur des revendications d'ordre économique. Dans la mine de cuivre de El Teniente, un millier de mineurs refusent de travailler pour protester contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Dans tout le pays, un vaste mouvement soutient les luttes engagées par les mineurs.

Le 2 novembre 1977, les mineurs de El Teniente décident l'arrêt total du travail. La grève, née de la suppression d'une prime, touche les deux tiers des effectifs. Le général Pinochet intervient en personne et le conflit s'achève sur la restitution de la prime aux travailleurs. Cependant les conséquences sont lourdes : 40 travailleurs sont licenciés, tandis que le président du syndicat des employés de la mine est arrêté pendant quatre heures par le procureur militaire et que 4 dirigeants syndicaux sont envoyés en relégation dans des régions éloignées.

Dans une lettre publique adressée, le 19 novembre 1977, au gouvernement, 627 mineurs de la

mine de cuivre de El Salvador exigent de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. La réponse du régime ne tarde pas : 17 licenciements et 4 arrestations. Le 9 décembre 1977, 17 dirigeants syndicaux annoncent dans une lettre publique leur démission de la Centrale des travailleurs du cuivre et les raisons qui les y ont poussés.

Parallèlement à cette succession de conflits et de luttes, les dockers du port de Valparaiso développent un mouvement original de « travail au ralenti ». Le président du syndicat des dockers, Carlos Frez, est arrêté et envoyé en relégation dans une zone lointaine. Le président de la Fédération de la construction est arrêté et relégué lui aussi. Des manifestations de solidarité s'organisent spontanément dans tout le pays en soutien aux dirigeants réprimés.

Le régime s'emploie dès lors à ignorer toutes les revendications des travailleurs et à bâillonner toute contestation des syndicalistes en reléguant systématiquement leurs dirigeants. De plus en plus de dirigeants syndicaux sont destitués par simples décrets-lois et remplacés par des dirigeants « à la botte » du pouvoir. Ainsi, le 19 janvier 1978, Carlos Frez est démis de ses fonctions de président du syndicat des dockers. Le président et le vice-président de la Confédération des employés de banque de l'Etat, ainsi que d'autres responsables de diverses organisations syndicales subissent le même sort.

## Relations internationales

## Roberto Gemignani en attente d'extradition

LES charters pour l'Italie vont-ils se remplir comme l'on été ceux à destination d'Espagne, de l'Algérie ou du Mali ? Depuis quel temps, en effet, le ministre de l'Intérieur, main dans la main avec son homologue de la justice, a décidé d'embarquer sur les grands vitesse, et les incarcérations suivent les procès... de militants italiens réfugiés en France, tous en transit vers leur pays d'origine.

Le *Monde libertaire* s'est déjà fait l'écho de cette vague de répression et, parmi ces provisoirement sursitaires, le cas de Roberto Gemignani reste alarmant. Détenu à Fresnes depuis le 24 décembre 1986, Roberto est sous le coup d'une demande d'extradition pour s'être, paraît-il, rendu complice du rapt du fils d'un armateur de Livorno et d'appartenir à Azione Rivoluzionaria. Un premier procès l'a relaxé faute de preuves, un second l'a condamné à 17 ans de prison.



Roberto est passé en procès à Paris au début du mois d'avril, et le jugement prononcé est favorable à l'exécution de la procédure d'extradition. Appel a été fait, et, d'ici là, Roberto se trouve toujours à Fresnes, dans un état critique. Il semble qu'il soit atteint d'une tuberculose, déjà à un stade avancé, et aucune assistance médicale ne lui est fournie. Ajouter à cela, des conditions de détention déplorables.

Des camarades italiens ont constitué un comité de soutien. Il est recommandé de s'y adresser pour toutes autres informations souhaitées ou pour connaître les initiatives lancées en feu partout (1). Ce comité de soutien a lancé une souscription afin de financer le coût de la défense et d'aider Roberto à survivre en taule. D'autre part, il faut écrire à Roberto Gemignani, lui apporter un soutien moral, briser son isolement (2).

## Relations internationales

- (1) Federazione Anarchica Livornese, via Rossi 80, Livorno, Italie.  
(2) Roberto Gemignani, n°765 244, cell. n°2 98, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes.

## ITALIE

## Un anarchiste déserteur en prison

ORAZIO VALASTRO, qui fait partie du groupe anarchiste catanais, a été arrêté par les agents de la D.I.G.O.S. (police politique) de Catane le 22 janvier 1987, au cours d'une manifestation antimilitariste. Orazio était déserteur de l'armée depuis décembre 1981. En mars 1982, il fut arrêté une première fois, et condamné à 5 mois de prison.

Ayant purgé sa peine, à la prison militaire de Palerme, Orazio ne s'est pas présenté ensuite à la caserne, et a poursuivi — en Italie comme ailleurs — son activité anarchiste et antimilitariste.

## Tentative d'intimidation

Au cours de la période où il a vécu en France, en continuant à

s'engager politiquement, Orazio fut l'objet d'attentions de la part de la police française. En effet, quelques flics se présentèrent sur son lieu de travail, l'emmenèrent et le conduisirent dans une maison de campagne où il fut tabassé. On exigeait de lui qu'il collabore avec la police, dans la négative son permis de séjour lui serait retiré.

La riposte d'Orazio et de tous les camarades a été forte et instantanée. Devant cette prise de position publique et efficace, la police a dû, nécessairement, faire marche arrière, et mettre fin à sa tentative d'intimidation.

Maintenant, Orazio se trouve de nouveau en taule. Il est repassé en procès le 26 février 1987 et a été condamné à 8 mois de détention. Après avoir purgé ces 8 mois, il

devra se présenter à la caserne pour terminer son service militaire, interrompu en 1981 ! Au cours de ce deuxième procès, comme au cours du premier, Orazio Valastro a déclaré au tribunal qu'il n'a absolument rien à faire avec l'armée et que, pour bien d'autres raisons encore, il ne se présentera jamais à la caserne et continuera de déserteur.

## Pour un soutien international

La position, claire et cohérente, le conduira à affronter la prison jusqu'à l'âge de 45 ans (Orazio a 24 ans). Effectivement, les condamnations pour désertion, continues et toujours plus lourdes, ne résoudront pas le problème de l'accomplissement du service militaire, dont il ne sera exempté que lorsqu'il aura atteint la limite d'âge.

C'est à première vue une voie sans issue, qui ne pourra trouver d'ouverture que si tous les camarades se mobilisent, et ce au niveau international. Orazio Valastro est détenu à l'adresse suivante : Orazio Valastro, c/o Carcere Militare, Corso Pisani, 90129 Palermo, Italie. Tous ceux qui veulent se mettre en contact avec le comité de défense d'Orazio Valastro, pour envisager des initiatives ou relayer des actions, sont invités à le faire au plus vite à l'adresse suivante : Antonio Gizzo, via Scalo, S. Lorenzo 61, Scala B, int 25, 00185 Roma, Italie (tél. : 19.06.72.15.148).

Relations internationales (d'après des informations du groupe anarchiste de Catane)

## POLOGNE

## Rencontre pacifiste

Le mouvement pacifiste « Liberté et paix » organise du 7 au 9 mai, à Varsovie, un séminaire sur le thème : « La paix dans le monde et les accords d'Helsinki ». La démarche qui sous-tend ce séminaire est de réactiver la mobilisation autour des accords d'Helsinki, afin d'en améliorer l'efficacité.

Les signataires du mémorandum appelant à la surveillance de ces accords, des délégués de divers mouvements pacifistes, à l'Est comme à l'Ouest, des membres et des sympathisants du groupe « Liberté et paix » sont attendus pour ce séminaire de travail. Parmi les points à l'ordre du jour, celui des problèmes de coopération entre les mouvements pour la paix et indépendants est à retenir.

Toutes les demandes de renseignements complémentaires peuvent bien sûr être adressées à : Jacek Czaputowicz, 00-678 Varsovie, U.L.-Wilcza 43 8, Pologne.

## Relations internationales

# LA SCÈNE ROCK RADICALE

**C'**EST franchement marrant de voir l'intérêt soudain des médias pour une scène rock radicale qu'ils se sont évertués à ignorer superbement pendant des lustres... Plus moyen d'ouvrir un magazine sans tomber sur les Bérus ou les Garçons Bouchers : d'Actuel au Nouvel Obs en passant par l'Événement, tous se sont donnés le mot pour couvrir de louanges des groupes rock voyous, mais si sympathiques et, rendez-vous compte, pauvres et pas récupérés par le système ! Pittoresques, non ?

Hé oui ! Il s'en est passé des choses dans les M.J.C. de banlieue, dans les squatts parisiens ou à l'U.S.I.N.E. assassinée de Montreuil, alors que *Rock'n Folk* et *Best*, imperturbables, tiraient sur les amours de Mick Jagger, les croisades de Gerdolf ou cette dinde de Madonna... Des groupes sont nés, sont morts, ont ressuscité, au gré de leur fantaisie et de leurs problèmes...

## Ludwig Von 88

**L**E groupe le plus cinglé de l'hexagone est de retour sur les platines, après son 33-tours rose bonbon *Houlala*. Cette fois, c'est Walt Disney qui passe à la moulinette des Ludwig Von 88 : les trois petits cochons et le grand méchant loup deviennent les « trois p'tits keupons »... qui craignent le grand méchant Pasqua, bien évidemment ! (1).

Avec une pochette adorable pour ce nouveau 45-tours : les porcelets célèbres « lookés destroy » avec « cuirs », crêtes multicolores et « Doc Martens » ! Ça en jette ! L'autre face, c'est *Abri anti-atomique*. Comme toujours, les Ludwig Von 88 rigolent de sujets très sérieux. Ainsi, leur abri anti-atomique les protège des moustiques... rien de moins !

Ludwig Von 88 est le seul groupe punk à avoir arraché quelques sourires crispés au service d'ordre du P.C.F., lors de leur concert détonnant sur un camion, pendant la grande manif sur le Code de la nationalité. C'est vous dire ! Ils préparent pour bientôt un 33-tours, où l'on trouvera pêle-mêle les aventures d'un boucher, la recette des crêpes suzette et d'autres sujets d'une actualité brûlante...

Pour ceux qui ne connaîtraient pas encore les Ludwig (est-ce possible ?), l'écoute immédiate de *Houlala* ! s'impose ! (2). Ce premier 33-tours donne un aperçu de ce dont sont capables ces iconoclastes. Les bavures policières ? « On nous tire dessus comme des lapins / oui, mais des lapins ça baise bien ! ». Le conflit des générations ? « J'ai tué mon père car il souffrait trop ». L'ennui dans les cités de banlieue ? « Sur le parking de mon H.L.M. / on a construit un U.L.M. / pour aller jusqu'au Congo / aller manger les bonbons "haribo" ». Avec, au détour des textes : des punks faisant la fête dans un cimetière, un crapaud amoureux d'une princesse, des paras tortionnaires, de la bière à volonté et du « libanais » raide ! Tout ça sous le label Bondage Records.

GIL

(1) Ludwig Von 88, 45-tours, Les 3 p'tits keupons, en vente à la librairie du Monde libertaire, 18 F.

(2) Ludwig Von 88, 33-tours, *Houlala* !, en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

Des labels de production totalement indépendants ont vu le jour. Des dizaines de fanzines sont sortis des photocopieuses fatiguées et ont relayé l'information, multiplié les interviews. Un public de plus en plus large s'est précipité aux concerts comme on va à la fête, les « perfectos » voisinant avec les gilets de laine, les crêtes avec les crânes ras (mais plein d'idées dedans...). Le bouche à oreilles et quelques affichettes collées à la va-vite ont rempli les salles. Pendant ce temps-là, la France annonçait *Je voudrais un autre monde* avec « Téléphone » (aujourd'hui en dérangement) et communiait avec l'Indochine, seuls groupes rock reconnus, vraisemblablement à cause de la mièvrerie de leurs textes : révolte esthétique et sirop !

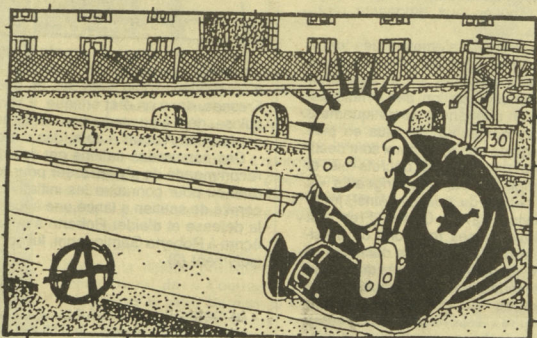
Donc, aujourd'hui, c'est la grande frénésie des médias pour prendre en marche un train qui ne les a pas attendus. Imaginez ce qui a dû se passer dans la tête de certains « rock-critiques », persuadés que le punk était mort avec Sid

Vicious et ses épingles à nourrice empoisonnées, et découvrant avec effarement leurs mômes en train de « pogotter » dans le salon sur *Vive le feu !*. Dur !

Des milliers de petits agités n'ont pas eu besoin qu'on leur vende ce qui est bon : les Bérus, les Ludwigs, les Washingtons, les Garçons Bouchers et tant d'autres groupes dynamiteros ; ils les ont découverts tout seul, mieux ils les ont rendus indispensables ! Ils ne vont pas au concert écouter la bonne parole de quelques nouveaux messies, mais au contraire, en soutenant ces groupes qui jouent hors des passages cloutés, ils se réapproprient leur culture d'urbanisés sans racines... Il suffit de regarder les graffitis sur les murs des villes pour comprendre qu'on est plus près du clin d'œil à des copains que de l'idolâtrie béate devant des vedettes du spectacle.

Quelque chose se passe, et les spécialistes n'y pigent rien... Assurément, c'est bon signe !

GIL



## « 1936. The Spanish Revolution », The Ex

**T**HE EX est un excellent groupe anarcho-punk hollandais qui a célébré de façon originale le cinquantième de la révolution espagnole (1). Deux 45-tours sont inclus dans la couverture d'un album, évidemment rouge et noir, regroupant une centaine de photographies, pour la plupart inédites, de la révolution espagnole : réalisations de la C.N.T.-F.A.I., scènes de la révolution, vie quotidienne des miliciens sur le front, collectivités anarchistes, affiches antifranquistes, etc. venant du Centre d'histoire sociale d'Amsterdam.

Dans une interview (2), The Ex déclare : « Des punks parlent d'anarchie et ne connaissent pas ce qui s'est passé en Espagne. C'était important d'écrire ce livre, parce que nous voulons souligner que ce qui s'est passé à cette époque se passe actuellement avec quelques différences, mais les idées sont les mêmes lorsqu'il s'agit de construire une société plus libre. Nous avons uniquement publié les photos des anarchistes prises par les anarchistes. Si tu lis le livre, c'est à toi de te faire une idée. Nous avons ajouté une bibliographie, c'est complémentaire... nous voulons montrer les gens, les travailleurs, la vie dans les villages, les syndicats... »

Quatre morceaux accompagnent donc cet album photos, dont deux reprises de chants anarchistes : *Ay Carmela* et *El ten Dindado*. Un « punk froid », mais plein d'espoir ! The Ex sont investis dans tous les combats anti-autoritaires, squatts, lutte contre les Jeux Olympiques, le nationalisme, salle de concert gérée par les groupes eux-mêmes, etc.

*The Spanish Revolution* est donc une œuvre qui trouvera sa place entre la discothèque et la bibliothèque de tout anarchiste ! The Ex est passé cet hiver au T.L.P.-Déjazet, dans le cadre du festival des musiques mutantes organisé par Suburbia et Radio-Libertaire.

GIL

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

(2) Interview publiée dans *On a fait* n°6, 9, Impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

## « Tenemos Hambre »

**T**ENEMOS hambre », ça veut dire « On a faim ! » en espagnol... Est-il encore nécessaire de présenter *On a faim !*, l'un des meilleurs fanzines anarcho-punks actuels ? « Tenemos Hambre » est donc la dernière production d'O.A.F. : une compilation de six groupes espagnols (Electropatos, La Polla Records, Cicatriz, l'Odi Social, Ultimos de Cuba, Kortatu), meilleurs moments d'un concert organisé le 10 mai 1986 à Barcelone par la Coordination catalane de solidarité avec le Nicaragua (1).

Certains de ces groupes, comme Electropatos, Ultimos de Cuba, l'Odi Social, sont originaires de Barcelone et engagés à fond dans le mouvement libertaire ; les paroles de leurs chansons sont violemment antinationalistes.

D'autres, comme Cicatriz, La Polla Records, Victoria, qui passe pour être la capitale des groupes anarcho-punks espagnols. Ils sont totalement investis dans le combat pour l'autodétermination, qui est une réalité sociale incontournable là-bas. Skins anarchistes (hé oui, ça existe et c'est tant mieux !), ils participent à toutes les actions de soutien aux prisonniers politiques basques. La Polla Records a réalisé une provocation géniale : une reprise de l'hymne fasciste *Cara et Sol*, devenu sous leurs

guitares rebelles *Cara el Culo*. Il est parfois des mises au point qui s'imposent !

Enfin, les Kortatu, équivalents pour les textes aux Béruriers noirs (Kortatu est le nom d'un militant de l'E.T.A. tué par la police). Ils s'attaquent à l'apartheid, à la Contra somoziste et sont également très proches des milieux indépendantistes.

Comme d'habitude, le son est impeccable, ce qui est encore rare pour les productions des labels en marge du business... (ce qui n'est pas une raison pour se priver de découvrir ce qui bouge vraiment sur la scène rock !). Mais une belle qualité sonore pour des enregistrements publics mérite d'être signalée...

Voilà une initiative intéressante pour mieux connaître ceux qui utilisent la musique pour combattre au quotidien de l'autre côté des Pyrénées, car ces groupes ne viennent pratiquement jamais jouer en France. Hélas !

GIL

(1) *A commander à On a fait* n° 9, Impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, 35 F (port compris). Pour plus d'information sur ces groupes espagnols voir La peau de ca crain (sic !) et le fanzine gratuit Saduraskasadura (bonjour la phonétique !), disponibles à On a fait ! Bordeaux, 14, rue G. Garde, 33100 Bordeaux-Bastide.

## « Censorship »

**L**E puritanisme en Amérique du Nord a encore frappé, fort du soutien de la justice américaine et de l'administration Reagan. Cette fois-ci, ce sont les Dead Kennedys, groupe anarcho-punk, qui sont visés. A la suite d'une plainte d'une mère de famille puritaine, Jello Biafra (le chanteur du groupe) se voit poursuivi pour pornographie.

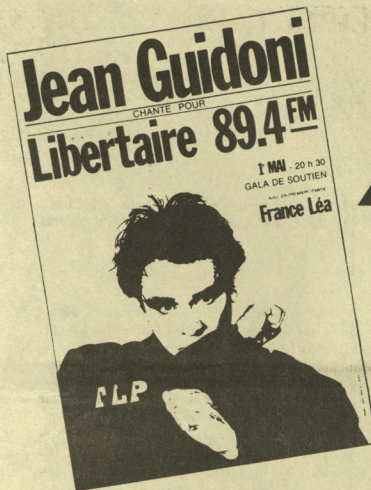
L'objet du délit : le poster de H.R. Giger inclus dans l'album *Frankenchrist*. L'album est censuré. Peu après, Jello Biafra recevait la visite de neuf officiers de police, qui pénétrèrent à son domicile en brisant la fenêtre de derrière, fouillèrent la maison et s'emparèrent de trois exemplaires de l'album en question, d'un numéro de *Maximum Rock'n roll* et du courrier de Jello.

Le prétexte est habile pour faire taire un groupe qui dérange. La machine judiciaire est lancée, elle espère asphyxier financièrement Alternative Tentacle, le label des Dead Kennedys. Cependant, un comité de soutien s'est créé à l'initiative de Frank Zappa : « Le fonds de défense des artistes contre la censure ».

En France, le soutien s'organise autour de Gogol, des Bérus, des Ludwigs et d'autres. Ce qui arrive aux Dead Kennedys n'est que le résultat de la politique ultra conservatrice qui vise à censurer les artistes qui pensent autrement.

Le dernier album des Dead Kennedys, *Bedtime for Democracy*, dénonce ce système de fâches, avec une pochette représentant la statue de la Liberté baillonnée par la Cour Suprême, où les albums de rock sont livrés à l'autodafé des nouveaux inquisiteurs des temps modernes.

JACQUES (Gr. de Rennes)



Jean Guidoni chante pour Radio-Libertaire le 1<sup>er</sup> mai, à 20 h 30, au Théâtre libertaire de Paris (T.L.P.-Déjazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3<sup>e</sup>). Prix des places : 100 F et 80 F (avec la carte R.-L.). Réservation immédiate au T.L.P. et à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup> (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

## « Sauvage » de Haine Brigade

La nouveauté de ce mois d'avril, dans le domaine de la musique rock-punk est la sortie de l'album 33-tours *Sauvages* (1) du groupe lyonnais Haine Brigade (2) ; un groupe qui, en dehors des sentiers battus, nous invite à partager ses espoirs, ses révoltes et ses amours, le tout avec sincérité et simplicité. Un disque qui se veut avant tout un cri de révolte, face à tant d'injustice et de répression étatique, dont nous sommes les victimes de la part de l'Etat pour qui l'individu doit être un sujet docile et corvéable à merci.

En bref, en écoutant ce disque, on est loin de ceux (show-biz, etc.) pour qui musique rock doit nécessairement rimer avec rentabilité et débilité. S'inscrivant dans une dynamique du circuit dit « alternatif », le groupe vient de créer son propre label (Bébé Rose), qui se veut être une porte ouverte à la création et à la diffusion rebelles.

« Face au terrorisme de l'Etat, à son armée et à ses lois, on joue du rock, du rock terroriste », disent-ils ! Un groupe, un disque à découvrir !

BRUNO

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 50 F.  
(2) Contact (concert, etc.) : (16) 78.28.28.40.

## L'association Texture et la citoyenneté

TEXTURE, association lilloise issue de l'immigration, fait depuis quelque temps un travail extrêmement dynamique sur le plan organisationnel, théorique et militant ; un travail qui fait grincer bien des dents : action contre les centres de rétention et les agressions policières, lutte pour l'égalité des droits, mise en circulation d'une carte de citoyen (1), participation à l'auto-organisation du mouvement immigré, etc.

Excellente contribution au débat sur la notion de citoyenneté, la brochure publiée il y a quelques semaines mérite notamment qu'on s'y attarde (2). C'est en janvier, lors de la 3<sup>e</sup> rencontre nationale des associations issues de l'immigration et des associations de solidarité (3), que s'est ouvert un débat au sein du mouvement autonome de l'immigration sur la notion de citoyenneté.

Partout, en effet, la notion de droit est rattachée à celle de la nationalité, seul critère à l'attribution des droits légitimes à tout citoyen ; une logique que la brochure *De l'antiracisme à la revendication de citoyenneté* se propose de briser ! C'est ainsi que le point est fait tout d'abord sur le concept de citoyenneté à travers l'histoire (Antiquité, Etat-nation, etc.), à travers ses différentes définitions (citoyenneté, nationalité ou étaticité ?) et pour finir, à travers le mouvement immigré lui-même, de ses origines jusqu'à nos jours.

Un statut juridique est élaboré et les conditions nécessaires à son application concrète sont présentées (droit réel et droit formel, rapport

du citoyen à l'Etat, auto-organisation et défense des droits, etc.). Enfin, après avoir défini ce que pourrait être une citoyenneté non subordonnée à des critères de nationalité et d'origine ethnique, Texture nous amène à réfléchir sur l'engagement au quotidien du mouvement immigré dans l'ensemble des sphères de la vie sociale : entreprise, logement, école, justice, santé, culture, politique. Des propositions à étudier... et à débattre !

Eric DUSSART (Gr. Broutchoux, Lille)

(1) Cette carte, réalisée en réponse au projet de réforme du Code de la nationalité, est plus que jamais disponible auprès des associations Mirair (22-23, rue Leverrier, 59100 Roubaix) et Texture (37-39, rue des Sarrazins, 59000 Lille, tél. : [16] 20.04.64.51).

(2) Cette brochure est en vente, entre autres, au Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille, au prix de 15 F (plus frais de port : 3,50 F).

(3) Après avoir marché et convergé en 1983, 1984 et 1985, le mouvement immigré se retrouve actuellement coincé entre S.O.S.-Racisme (véritable rust visant à étouffer le mouvement et à l'orienter vers des questions strictement humanitaires) et France-Plus qui ne cherche qu'à récupérer la force électorale qu'il représente potentiellement. Les associations fidèles au principe de l'auto-organisation sont divisées (J.A.L.B., comités « J'y suis, j'y reste », etc.). Des rencontres nationales existent cependant : la prochaine se réunira à Angers les 9 et 10 mai pour aborder le problème de la « nouvelle citoyenneté » et préparer les « Etats-généraux de l'immigration » prévus pour l'automne.

### NOTE DE LECTURE

## « La révolte des pendus » de B. Traven

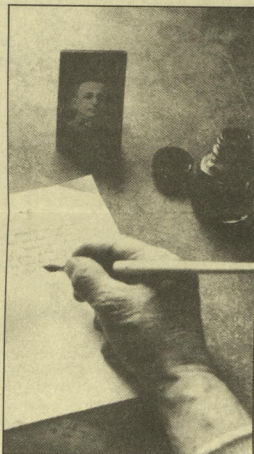
Heureuse initiative que la réédition de plusieurs ouvrages de Traven (1). De son vrai nom Otto Weinnicke, il publia au début du siècle une feuille anarchiste (*Der Ziegelbrenner*) et participa à la République des conseils de Bavière.

Son livre le plus connu est sans conteste *Le trésor de la Sierra Madre* qui fut adapté au cinéma. On lui préférerait cependant *La révolte des pendus* qui décrit les conditions de vie dans une compagnie forestière du Mexique avant la révolution.

Excédés par les mauvais traitements et les exécutions sommaires, les Indiens employés par la compagnie vont faire l'apprentissage de la révolte. Mais ce livre n'est pas un ouvrage de propagande, c'est un grand roman sur ceux qui « préféreraient crever de faim dans l'indépendance et la liberté plutôt que d'engraisser sous les ordres d'un maître. »

YVES (gr. Flores-Magon)

(1) Traven, *La révolte des pendus*, éditions 10/18, en vente prochainement à la librairie du Monde libertaire.



## « Rosaloché la moche » de Gudule

— Dis-donc, t'as vu l'article dans le *Monde libertaire* ? Y paraît que Gudule vient de faire un livre pour enfants.

— Ho ? Gudule... C'est pas la fille qui fait des petites nouvelles rigolotes dans *Fluide Glacial* et dans le *Psikopat* ?

— Si, si, c'est la même... — Et qu'est-ce qu'ils en disent dans le *Monde libertaire* ?

— Ça a l'air génial ! Ça s'appelle *Rosaloché la moche* ; c'est l'histoire d'une petite fille qui voudrait être Marilyn Monroe plus tard quand elle sera grande. Mal-

heureusement, elle se trouve moche. Mais elle finit par comprendre que les choses sont plus compliquées que ça.

— Je trouve que c'est une bonne idée d'avoir fait un bouquin là-dessus ! Il doit y avoir des tas de petites filles qui se posent ce problème. La non-conformité à un modèle social de beauté... Mais ça doit pas être facile à traiter ?

— Elle y arrive très très bien, c'est drôle, c'est vivant, pas didactique, et ça fait quand même passer des idées profondes et intelligentes. Pour un livre d'enfants, c'est pas banal du tout.

— Et les illustrations ? — Ah ! Pas banales non plus ! Des portraits d'enfants en noir et blanc, hyperréalistes. Bref, rien de pinpin ou de cucul la praline. Pour une fois qu'on ne prend pas les mômes pour des débiles ! Ils disent qu'il est en vente à la librairie du Monde libertaire : tu devrais acheter ça pour Mélanie. Et quand elle l'aura fini tu pourras lui piquer : tu verras, c'est rigolo comme tout.

Sylvie PICARD

Gudule, *Rosaloché la moche*, collection *Croche-patte*, éditions Syros, en vente à la librairie du Monde libertaire, 39 F.

### NOTE DE LECTURE

## « La santé à tous prix »

Les dossiers du *Canard* continuent à sévir, et cette fois ils attaquent l'« inattaquable » : la mafia de la santé, le pouvoir des hommes en blanc ou comment se faire du fric sur la crédulité des gens. C'est pas nouveau, mais au moins c'est écrit, et sur 98 pages.

Les chiffres sont là : les radiologues qui gagnent en moyenne 1 775 000 F par an (vous avez dit T.U.C. ?), les pharmaciens qui ont réalisé 45 milliards de chiffre d'affaires, etc. Tous les secteurs de la santé sont passés au grill : des laboratoires pharmaceutiques (agences de voyage) aux cliniques, où seul le portefeuille est soigné, en passant par la mode du S.I.D.A. et les naturopathes nazis ayant acheté leur diplôme par correspondance et s'occupant essentiellement de purifier la « race blanche ».

Un dossier à la causticité chronique qui intéressera tous ceux pour qui médecine et individu ne sont pas cotables en Bourse... alors à vos porte-monnaie et sans ordonnance, lisez vite ce dossier avant de tomber malade.

Bruno DAMOISEAUX (Gr. de Dijon)

## RENCONTRE-DÉBAT DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

De la prison à l'écriture...  
Serge Livrozet

Thierry Maricourt et Jacques Lesage de La Haye seront les prochains invités de l'émission « Forum » (le samedi 2 mai, de 11 h 30 à 12 h 30, sur Radio-Libertaire), consacrée à Serge Livrozet. Celle-ci sera suivie, le jour même, d'une rencontre-débat à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris) dès 16 h.

Des amis de Serge Livrozet seront présents à cette rencontre-débat, qui portera sur les livres de Serge et sur son itinéraire de militant, qui s'est toujours battu contre l'enfermement et les prisons.

## L'équipe d'animation

PASSONS sur cette « affaire de faux billets », pour laquelle Serge Livrozet est actuellement poursuivi. La justice l'a maintenu en détention préventive durant six mois, avant d'admettre, implicitement, qu'elle faisait erreur, et de le relâcher. Tout homme est présumé innocent tant que la justice n'a pas réussi à faire la preuve de sa culpabilité. Mais les grands principes n'effacent rien. Les six mois de prison que Serge vient de subir, à la Santé, ne lui seront jamais remboursés : la liberté n'a pas de prix.

Passons sur cette affaire. Serge Livrozet n'est pas seulement un « ancien délinquant » (« récidiviste potentiel » pour une « certaine presse » !), il est surtout écrivain. L'auteur d'une dizaine de livres, romans, récits ou pamphlets consacrés à quelques uns des problèmes qui se posent aujourd'hui : la prison, la démocratie, la religion, etc. Un auteur que les médias occultent depuis longtemps. Il n'est pas le premier dans ce cas, et ne sera pas le dernier. La censure existe toujours, sous une forme beaucoup plus sournoise que naguère, visant évidemment les individus qui remettent en cause le pouvoir établi.

## La prison, pour qui ?

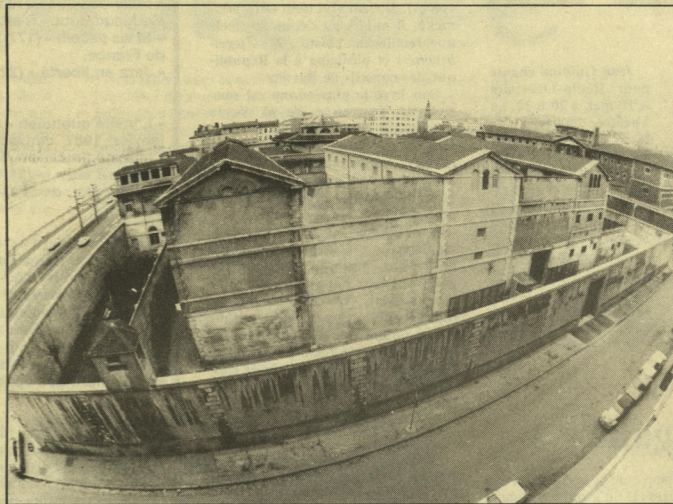
Serge Livrozet commence à écrire en prison. Deux séjours derrière les barreaux, l'un de quatre ans et l'autre de cinq ans, pour des « crimes contre la propriété », le conduisent à s'interroger sur les raisons qui font que des hommes se retrouvent incarcérés, tandis que d'autres profitent de la vie sans être inquiétés.

*Si ce livre vous a intéressé,  
il y a de fortes chances pour  
que ceux que j'ai écrits  
précédemment vous plaisent  
aussi.  
N'hésitez point à me  
demander, sans engagement  
de votre part, une documenta-  
tion.  
N'oubliez pas non plus qu'un  
de vos bouquins peut auto-  
logiquement servir de cadeau  
à un pair raisonnable.  
Cette forme de soutien est  
absolument indispensable à  
la survie de l'auto-édition.  
Merci.*

Le caractère, la chance, n'expliquent pas tout. Loin de là, l'origine sociale détermine grandement le destin d'un individu.

« Pourquoi, écrit Serge, est-ce toujours moi et mes semblables qui devons comprendre, jamais les autres, ceux qui nous jugent, qui n'ont eu faim à aucun moment de leur vie et qui ont grandi à l'abri de la misère, tandis que je pouvais tant bien que mal dans l'ombre étroite de ma jeunesse déjà vieille de n'avoir pu servir, dressant dans ma tête entre la société et moi une muraille de colère et de révolte faite d'envies avortées et de besoins insoufferts ? » (1).

Il suffit de parcourir les statistiques régulièrement fournies par le ministère de la Justice pour s'apercevoir que les détenus, presque exclusivement, proviennent des milieux les plus pauvres de la société. Bien sûr, il y a de temps en temps un notaire écroué, un directeur d'entreprise inculpé d'émission de fausses fac-



tures, un homme d'affaire convaincu d'escroquerie... Mais ils représentent l'exception, la bonne conscience de la démocratie, pourraient dire : « vous voyez, en prison, il n'y a pas que des pauvres... »

Il est vrai, également, que la révolte (la « délinquance » est incontestablement une forme de révolte) n'est pas toujours la voie choisie pour échapper à la misère. Certains finissent prisonniers, d'autres matons ou flics.

« Le premier flic qui m'a couru après savait-il pourquoi il courait ? Savait-il après qui ? Savait-il que j'avais en moi les mêmes désirs que lui, mais que j'avais pris une autre voie que la sienne pour les satisfaire ? Lui avait choisi l'uniforme ; moi la révolte. Lui s'était fait l'esclave docile de ceux qui l'avaient fait naître dans le ruisseau ; moi, j'avais préféré me battre contre eux. » (2)

Serge Livrozet constate alors : « Lui et moi étions des ennemis créés de toutes pièces par ceux qui possèdent le pouvoir et l'argent : des soldats qui s'entre-tuent pour que d'autres continuent de vendre leurs canons. » (3)

## Le refus de la passivité

Les détenus et leurs gardiens sont tombés dans un même piège. Si la révolte n'a pas lieu, l'individu reste passif, il se soumet à un pouvoir quelconque : celui d'un Etat, d'une institution, d'un autre individu, etc. Si la révolte survient sans qu'apparaisse parallèlement une prise de conscience politique, elle est vouée à l'échec. Elle se brise sur les garde-fous que le pouvoir a instaurés pour se maintenir. Serge Livrozet s'en rend compte. En prison, il cherche à s'instruire, lui qui n'avait jamais pu étudier auparavant. Il est autodidacte, et comme tous les autodidactes, ses idées sont parfois imprécises. La structure qui leur fait défaut vient au fil du temps, des lectures, des discussions. Serge Livrozet alors n'hésite plus à s'affirmer libertaire.

Il a compris qu'un combat l'oppose à ces hommes qui détiennent le pouvoir (tout pouvoir) et qui sont directement responsables de la situation d'inégalité qui existe. La pauvreté n'est pas une fatalité. Elle découle simplement de cette situation d'inégalité. Il faut renverser cette situation.

« L'équation est simple : si nous ne voulons pas que les pauvres volent, il importe qu'il n'y ait plus de pauvres. Alors seulement nous pourrions songer à supprimer l'enfermement, car il ne sera plus nécessaire à la sécurisation des gens et au rééquilibrage (arbitraire et répressif) de la société. » (4)

Le vol n'est donc pas une solution. Au mieux, il permet de soulager un état de pauvreté. Mais, le plus souvent, il mène droit en prison. Serge Livrozet en sait quelque chose. Il sait aussi que la prison n'a aucune vertu éducative. Son exemple à lui ne saurait être généra-

lisé. C'est en prison, en effet, qu'il a eu le loisir d'étudier, mais combien de prisonniers suivent un parcours identique ? La prison n'est pas un lieu propice pour s'instruire. Les barreaux restreignent trop l'univers. Avant, c'est avant qu'il faut avoir la possibilité d'acquiescer les connaissances utiles pour disposer à son gré de sa propre vie. En prison, il est trop tard. Roger Knobelspiess, qui a passé la moitié de sa vie en prison, ne dit pas autre chose.

## Premiers livres

Serge Livrozet écrit. Les livres viennent, les uns après les autres, et dénoncent tour à tour les abus, visibles ou moins visibles, commis par les hommes qui exercent le pouvoir. Il dérange, comment pourrait-il en être autrement ? Ses premiers livres prennent pour cible la prison : *De la prison à la révolte* (5) ; *La rage des murs* (6), un roman particulièrement éloquent qui démontre comment un individu parvient en prison ; *Le sang à la tête* (7) ou l'étrange histoire d'un condamné à mort qui voit le film de son existence dans les quelques secondes qui suivent son exécution... Dans un autre livre, *Aujourd'hui la prison* (8), Serge Livrozet enquête, tel un journaliste, sur l'institution pénitentiaire. Il essaie d'être impartial (autant que peut l'être un ancien détenu rédigeant un ouvrage traitant de la prison) et présente les divers aspects de cette forme de répression.

Mais, il ne limite pas ses investigations au seul domaine carcéral. En 1979 paraît un nouvel ouvrage : *Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas* (9). Serge Livrozet change de sujet, enfin à première vue, puisque l'oppression — qu'elle se manifeste par la prison ou par la misère — possède les mêmes causes. Dans ce livre, il reprend le thème, autrefois largement répandu dans le mouvement libertaire, de la « grève des ventres ». « J'aurais tant voulu pouvoir t'aimer, écrit-il, en dehors des contraintes et des tabous, en dehors des passages cloutés et des conventions que la société nous jette au visage et au cœur, histoire de contrôler nos vies, nos sentiments et nos désirs. » (10) Mais cet enfant ne naîtra pas. La société n'est pas à même de lui garantir le bonheur auquel il a le droit.

Dans *Jéva de Nazareth* (11), Serge Livrozet s'attaque à la religion. Sur un mode ironique, il invente un étonnant scénario pour expliquer le péripète de Jésus Christ et des Rois Mages. Ces extra-terrestres ont tenté, mais en vain, d'apprendre aux hommes une leçon : « Si au lieu d'écouter leurs prophètes, leurs prêtres et tous les beaux parleurs, ils faisaient un peu plus l'amour, pas la guerre... »

En 1981, Serge Livrozet publie *Rue aux ours* (13). Une contre-enquête sur l'affaire Pesquet. En 1985, il publie *La dictature démocratique* (14), un pamphlet (ce genre prisé par

tous les grands polémistes du XIX<sup>e</sup> siècle, de Vallès à Rochefort) résolument libertaire.

## L'auto-édition

Entre temps, Serge Livrozet a décidé de s'auto-éditer. Il crée les éditions « Livrozet », puis les « Lettres libres », une maison d'édition à mi-chemin entre l'édition à compte d'auteur et l'édition à compte d'éditeur. Une imprimerie fonctionne, une librairie est ouverte, à Paris.

Depuis sa première incarcération, Serge Livrozet a beaucoup évolué. Sa révolte est devenue positive, car aujourd'hui elle n'est plus simplement individuelle mais s'inscrit dans une démarche éminemment politique. C'est pour cela que cet auteur dérange. Il conteste l'ordre actuel de la société, mais il fait plus : il prétend qu'une société sans Dieu ni maître est tout à fait viable. Il entend même propager cette idée :

« Il y a une lutte aussi acharnée à mener pour la divulgation des idées que celle que doit mener la classe ouvrière contre ceux qui l'exploitent. Les idées, c'est bien connu, sont moins palpables que l'argent ou les prisons. A côté des hauts murs et des barreaux, il y a d'autres prisons que les prisons visibles... Il y a la famille, l'armée et j'en passe. » (15)

Serge Livrozet est un homme libre. Son itinéraire, ses écrits en témoignent.

## Thierry MARICOURT

- (1) *La rage des murs*, Mercure de France, en vente à la librairie du Monde libertaire, 52 F.
- (2) *La rage des murs*, op. cit.
- (3) *La rage des murs*, op. cit.
- (4) *Serge Livrozet interrogé par Denise Veneri*, in *Le sang à la tête*, Romaldi éditeur (épuisé).
- (5) *De la prison à la révolte*, Mercure de France, en vente à la librairie du M.L., 55 F.
- (6) *La rage des murs*, op. cit.
- (7) *Le sang à la tête*, Livrozet éditions (épuisé).
- (8) *Aujourd'hui la prison*, éditions Livrozet, en vente à la librairie du M.L., 55 F.
- (9) *Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas*, éditions Livrozet, en vente à la librairie du M.L., 49 F.
- (10) *Lettre d'amour*, op. cit.
- (11) *Jéva de Nazareth*, éditions Livrozet, en vente à la librairie du M.L., 42 F.
- (12) *Jéva de Nazareth*, op. cit.
- (13) *Rue aux ours*, éditions Livrozet, en vente à la librairie du M.L., 54 F.
- (14) *La dictature démocratique*, Les Lettres libres, en vente à la librairie du M.L., 50 F.
- (15) *Serge Livrozet*, in *Le magazine libertaire n°1* (épuisé).



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.